

# UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR (UCAD)

FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES  
ET DE GESTION (FASEG)

CONFÉRENCE DES INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT ET  
DE RECHERCHE ÉCONOMIQUES ET DE GESTION EN  
AFRIQUE (CIERÉA)



PROGRAMME DE TROISIÈME CYCLE  
INTERUNIVERSITAIRE EN ÉCONOMIE

## MÉMOIRE DE DIPLOME D'ÉTUDES APPROFONDIES

OPTION: ÉCONOMIE INDUSTRIELLE



Présenté et soutenu publiquement par **Sékou CAMARA**  
Sous la Direction de **M. Karamoko KANÉ**,  
Maître de conférences agrégé

### MEMBRES DU JURY:

Président	: M. Moustapha KASSÉ, Professeur
Suffragants	: M. Karamoko KANÉ, Maître de conférences agrégé
	M. Maître de conférences agrégé

TROISIÈME PROMOTION: 1996/1998.

*À Ma Mère,*

*À Mon Père,*

*À Baïni*

## REMERCIEMENTS

*Mes remerciements vont aux initiateurs, aux responsables et aux professeurs du Programme de Troisième Cycle Interuniversitaire en Économie qui m'ont permis de bénéficier de cette formation. En particulier, je pense à M. Moustapha KASSÉ, Professeur et Doyen de la Faculté des Sciences Économiques et Gestion (Université Cheikh Anta Diop de Dakar), ainsi que tous les enseignants qui ont contribué à ma formation.*

*Par ailleurs, ce travail a bénéficié du soutien fort utile de nombreuses personnes qui en ont facilité, à bien d'égards, l'aboutissement heureux.*

*Il s'agit, en premier lieu, de mon encadreur M. Karamoko KANÉ, maître de conférences et assesseur à la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (UCAD) pour sa grande disponibilité et ses conseils et critiques qui ont beaucoup apporté à ce travail.*

*Il s'agit aussi de M. Mamadou COULIBALY, Professeur à l'Université de Lille en France, et de M. Shantayanan DEVARAJAN, Chef de la Division Politique Économique à la Banque Mondiale pour leurs conseils et suggestions très utiles.*

*Il s'agit également de M. Mohamed Zibo MAÏGA et de ses collègues de la Direction Nationale du Plan du MALI pour leur appui dans la collecte de certaines des données indispensables à l'accomplissement de ce travail.*

*Il s'agit enfin de tous ceux qui ont contribué, de quelque manière que ce soit à l'accomplissement de ce travail.*

*Je tiens à leur adresser mes plus chaleureux remerciements, qu'elles trouvent ici l'expression de ma profonde gratitude.*

## ABRÉVIATIONS ET SIGLES

- ✦ **BCÉAO:** Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest.
- ✦ **BIC, BICR:** ratio des impôts sur les bénéfiques industriels et commerciaux sur le PIB (pour l'annexe 4);
- ✦ **BIC:** Bénéfiques industriels et commerciaux (impôts sur les).
- ✦ **BM:** base monétaire;
- ✦ **CE, CREDECO:** ratio des crédits à l'économie sur PIB;
- ✦ **CPU:** ratio de la consommation publique sur le revenu disponible;
- ✦ **CPUB:** ratio de la consommation publique sur le PIB;
- ✦ **DFG:** ratio du déficit budgétaire sur le PIB;
- ✦ **DGHD:** déficit budgétaire global hors dons en valeur réelle;
- ✦ **DGYDS:** ratio du déficit budgétaire sur le revenu disponible;
- ✦ **DL:** déflateur du PIB;
- ✦ **DPHD:** déficit primaire hors dons en valeur réelle;
- ✦ **FCFA:** Franc de la Communauté Financière Africaine.
- ✦ **G15:** moyenne mobile de six années du taux de croissance du PIB;
- ✦ **IP:** ratio de l'investissement privé sur le PIB;
- ✦ **IPUB:** ratio de l'investissement public sur le PIB;
- ✦ **Ln:** logarithme népérien;
- ✦ **PIB:** Produit intérieur brut.
- ✦ **SDPRIM:** déficit primaire réel;
- ✦ **SPLCPU:** consommation publique en valeur absolue et réelle;
- ✦ **SPLIP:** investissement privé en valeur absolue et réelle;
- ✦ **SPLIPU:** investissement public en valeur absolue et réelle;
- ✦ **SXYD:** ratio de l'épargne extérieure sur le revenu disponible;
- ✦ **TDR:** taux d'intérêt sur les dépôts;
- ✦ **TPR, TR:** taux d'intérêt sur les prêts;
- ✦ **UMOA:** Union Monétaire Ouest Africaine (devenue Union Économique et Monétaire Ouest Africaine en janvier 1994).
- ✦ **YANT:** PIB anticipé;
- ✦ (-1) signifie la valeur retardée d'une période de la variable.

## TABLE DES MATIÈRES

DÉDICACES.....	I
REMERCIEMENTS.....	II
ABRÉVIATIONS SIGLES.....	III
Liste des tableaux et graphiques.....	IV
INTRODUCTION.....	1.
Chapitre 1: LE CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE.....	8
1.1- <i>Aperçu général</i> .....	8
1.1.1-Problèmes structurels.....	9
1.1.2 Histoire économique récente.....	11
1.2 <i>Politique budgétaire et fiscale</i> .....	13
1.2.1 Les recettes publiques.....	13
1.2.2 Les dépenses publiques.....	14
1.2.3 Le solde budgétaire et son financement.....	16
1.2.4 La soutenabilité des déficits.....	20
1.3 <i>Investissement et consommation</i> .....	22
1.3.1 Investissement public et investissement privé.....	23
1.3.2 Consommation publique et consommation privée.....	25
Chapitre II : REVUE DE LA LITTÉRATURE ET MÉTHODOLOGIE.....	29
2.1 <i>Revue de la littérature</i> .....	29
2.1.1 Déficit budgétaires et consommation privée.....	30
2.1.2 Déficit budgétaires, investissement public et investissement privé.....	34
2.1.3 Dépenses publiques et croissance économique.....	36
2.2 <i>Méthodologie</i> .....	37
2.2.1 Comment mesurer le déficit budgétaire?.....	38
2.2.2 La fonction de consommation privée.....	40
2.2.3 La fonction d'investissement privé.....	43
2.2.4 Impact sur la croissance économique.....	45
Chapitre 3 : ANALYSE QUANTITATIVE ET IMPLICATIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE.....	48
3.1 <i>Estimations et interprétations</i> .....	48
3.1.1 Déficit budgétaires et consommation privée.....	48
3.1.2 Déficit budgétaires et investissement privé.....	54
3.1.3 Déficit public et croissance économique.....	59
3.2 <i>Implications de politique économique</i> .....	63
3.2.1 Améliorer la fourniture des services publics non marchands.....	64
3.2.2 Réduire les déséquilibres financiers de l'Etat.....	66
3.2.3 Nécessité de promouvoir l'investissement public.....	68
CONCLUSION.....	71
BIBLIOGRAPHIE.....	77
ANNEXES.....	80
Annexe 1: La méthode de calcul du déficit soutenable.....	80
Annexe 2: Données de bases utilisées dans les calculs et régressions de ce mémoire.....	81
Annexe 3: Source de données.....	83
Annexe 4: Résultats complets des régressions effectuées dans ce travail.....	83.

## LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableau 1.1: Les catégories de recettes publiques en parts du PIB.....	14
Tableau 1.2: Les catégories de dépenses publiques en parts du PIB.....	15
Tableau 1.3: Différentes mesures du déficit budgétaire (en termes réels) en parts du PIB.....	18
Tableau 1.4: Concours de la BCÉAO à l'État (en parts du PIB).....	19
Tableau 1.5: Accumulation d'arriérés de paiement sur la dette extérieure en parts du PIB.....	20
Graphique 1.1: Évolution du déficit primaire (hors dons et dons inclus) et du déficit soutenable en parts du PIB entre 1982 et 1993.....	21
Graphique 1.2: Évolution des investissements public et privé en parts du PIB de 1980 à 1996. ....	23
Graphique 1.3: Évolution de l'investissement privé, des soldes budgétaires primaire et global dons inclus, en parts du PIB (1980-1996). ....	25
Graphique 1.4: Évolution des consommations publique et privée en parts du PIB de 1980 à 1996.....	26
Tableau 3.1: Résultats des estimations de la fonction de consommation privée.....	49
Tableau 3.2: Les estimations linéaires de la fonction d'investissement (équation [2]).....	54
Tableau 3.3: Les résultats des estimations de l'approximation log-linéaire de l'équation (2).....	58
Tableau 3.4: Les résultats des estimations des différentes variantes de l'équation (6)	
1. Déficits budgétaires dons compris.....	60
2. Déficits budgétaires dons non compris.....	61

# INTRODUCTION

La décennie 1980 a été caractérisée pour la plupart des pays africains par une accumulation de contre-performances sur le plan économique. La baisse des cours des produits de base, la hausse des taux d'intérêt mondiaux et la situation économique des pays industrialisés ont souvent été invoquées pour expliquer cette situation. Cependant, beaucoup d'économistes admettent aujourd'hui que les mauvaises politiques économiques menées par ces pays constituent sûrement l'une des principales causes de la crise économique dont beaucoup de pays ne sont pas encore sortis complètement.

C'est ainsi que ces pays ont accepté, avec plus ou moins d'enthousiasme, le concours des institutions financières internationales pour un redressement de leurs économies dans le cadre des programmes d'ajustement structurel. Au-delà de cette évolution globale, les situations spécifiques des pays ou des groupes de pays sont très diverses. Cette diversité s'explique par les expériences propres ainsi que les données structurelles de chaque pays. Nous nous intéressons à un de ces pays dans le groupe des pays les moins avancés et à un aspect de ces problèmes: les déficits budgétaires et leurs effets sur la consommation et l'investissement privés ainsi que sur la croissance économique au MALI.

Vaste État enclavé dans l'Ouest africain, de plus de 1,2 million de kilomètres carrés et de près de 10 millions d'habitants, la République du MALI est classée parmi les pays les moins avancés du monde, avec un PNB par tête de 250 dollars américains en 1995<sup>1</sup>. Après la décennie 1980, qualifiée de décennie perdue pour bon nombre de pays africains dont le MALI, ce pays semble avoir amorcé un redressement économique depuis quelques années. Le taux de croissance du PIB par tête qui a été

<sup>1</sup> Les chiffres utilisés dans cette introduction proviennent des bases de données de Banque Mondiale, sauf indications contraires.

de -1% par an sur la période 1980 à 1993 est devenu positif. De même, le déficit budgétaire global (dons compris) est tombé de 7,7% du PIB en 1982 à 3,1% en 1995. Le taux d'investissement brut est passé (en moyenne annuelle) de 17,2 entre 1981 et 1986 à 22,0 entre 1992 et 1996. Cependant, le pays se trouve confronté à d'énormes difficultés structurelles du fait de l'étroitesse de ses ressources de base, des structures de son économie et des conséquences des politiques menées par les régimes successifs.

L'agriculture, fortement dépendante des aléas climatiques, emploie près de 80% de la population active, fournit 49% du PIB et les trois quarts des recettes d'exportations (en 1994). Ceci constitue un important facteur de vulnérabilité aux chocs extérieurs. Le secteur industriel ne représente que 16% du PIB contre 35% pour les services. De plus, les premières années d'indépendance ont vu le pays s'engager dans la voie de l'économie socialiste de développement avec son corollaire de nationalisations et de création d'entreprises publiques dans les secteurs stratégiques de l'activité économique.

Il en est résulté un secteur public important et inefficace dont les pertes grevaient les dépenses publiques. Dans le même temps, le secteur privé était négligé, voire étouffé. La croissance économique est restée faible (avec 1,5% de taux de croissance annuel moyen entre 1960 et 1965, selon FOUNOU-TCHOUIGOUA, 1989), le déficit budgétaire faisait son apparition et la monnaie nationale était dévaluée de 50% en 1967 dans le cadre des Accords monétaires franco-maliens. L'arrivée des militaires au pouvoir en 1968 a vu la situation se dégrader dans bon nombre de domaines. Le déficit des finances de l'État devenait structurel, le déficit extérieur (avec des taux de couverture régulièrement inférieurs à 50%) restait important. Les vastes programmes d'investissement public entrepris à la faveur de la hausse des prix du coton ont fortement grevé la dette publique. C'est ainsi qu'entre 1974 et 1980, le service de la dette publique est passé de 0,4 à 9,8 milliards de FCFA. Au cours de la même période, l'encours de la dette est passé de 79 à 151 milliards de FCFA<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Source: Direction Générale de la Dette Publique.

Depuis l'abandon de la règle de l'équilibre budgétaire en 1967, les déséquilibres du budget d'État sont devenus une caractéristique constante des finances publiques maliennes. Ces déséquilibres n'atteindront pourtant des niveaux insoutenables qu'à partir de la première moitié des années 1980 (avec 11,7% du PIB, dons non compris, en 1982). Cette situation a été attribuée à la conjonction de plusieurs facteurs, parmi lesquels on peut citer: la baisse des cours du coton, la sécheresse entre 1982 et 1985, la hausse des taux d'intérêt mondiaux ainsi que l'inefficacité des politiques économiques menées jusqu'alors.

En effet, de hauts niveaux de subventions et de dépenses de personnel prévalaient (en moyenne, les salaires représentaient 62% des recettes ordinaires du budget d'État entre 1973 et 1982). La crise de la dette (avec accumulation d'arriérés intérieurs et extérieurs), les difficultés budgétaires, le déficit extérieur (avec un déficit courant avant transferts officiels de 17% du PIB en 1982) et la stagnation économique (avec un taux de croissance du PIB de -10% entre 1980 et 1983) semblaient se pérenniser. La baisse du revenu par tête, de la consommation et de l'investissement devenaient inévitables.

De nos jours, le déficit des finances publiques est suspecté d'être, au moins en partie, responsable de bon nombre de maux des économies modernes. Ce caractère déterminant des finances de l'État est dû aux dimensions du secteur public. En effet, en 1995, les dépenses budgétaires s'élevaient à 25,65% du PIB au MALI. De ce fait, l'ajustement budgétaire devient un élément essentiel de la stabilisation macroéconomique.

En fait, comme le soulignent EASTERLY et S.-HEBBEL (1995), les effets macroéconomiques des déséquilibres du budget du gouvernement sont déterminés dans une large mesure par la réponse du secteur privé (à travers sa consommation et ses investissements) aux variations et à la composition des dépenses publiques, ainsi qu'à la conjoncture économique. Il convient donc d'analyser les déterminants de l'investissement et de la consommation privés, en particulier l'impact des variables budgétaires sur les dépenses privées et, au-delà, sur la croissance économique.

Ces questions se situent dans la problématique générale de la place de l'État dans le système économique. De manière plus précise, il s'agit de savoir si les dépenses publiques et les dépenses privées sont complémentaires ou substituables entre elles. Bien qu'étant très importantes pour la politique économique, ces questions demeurent très controversées. D'un côté, nous avons les auteurs, à la suite de KEYNES (1936), plus ou moins favorables à la politique budgétaire comme instrument de politique économique, tels que HALIASSOS et TOBIN (1990) ou GREENWALD et STIGLITZ (1993). De l'autre, nous avons les tenants de l'inefficacité de la politique de relance par le budget qui s'opposent aux déficits budgétaires (comme BARRO, 1974 ou G. SAINT-PAUL, 1992).

D'autres économistes ont des positions plus nuancées. S'appuyant sur des études empiriques, ils mettent l'accent sur la structure et le niveau des dépenses publiques, ainsi que sur les caractéristiques de l'économie étudiée pour prédire les effets des déséquilibres financiers du secteur public. Il en va ainsi pour beaucoup d'études de cas sur les pays en développement (voir, par exemple, BLEJER et KHAN, 1984; KARRAS, 1994; DEVARAJAN *et al.*, 1996).

Ces problèmes sont étudiés en détail dans le cas des pays industrialisés. Manifestement, il est tout aussi important pour les gouvernements des pays en développement de savoir comment les principales variables macroéconomiques réagissent aux variations de niveau des instruments de politique économique, notamment budgétaires. Les mesures conçues pour ces pays industrialisés sont souvent proposées aux économies en développement qui ont pourtant des structures différentes et qui sont confrontés à des problèmes spécifiques. C'est ainsi que dans le cadre des programmes d'ajustement structurel en cours en Afrique, l'accent a été mis sur une réduction sensible des déficits publics.

D'un point de vue théorique, de telle mesure relève de deux types d'hypothèses. La première affirme que pour un niveau donné de ressources, l'accroissement des dépenses de l'État réduit les ressources disponibles pour le

secteur privé qui se trouve ainsi rationné. C'est la thèse de l'effet d'éviction avancée par M. FRIEDMAN (1969). La seconde, appelée équivalence néo-ricardienne et défendue par R. J. BARRO (1974), dit que les variations de la dette publique (et du déficit budgétaire) n'ont aucune influence sur les dépenses réelles du secteur privé.

En outre, les différents modes de financement de l'excédent des dépenses totales sur les recettes ordinaires du budget du gouvernement créeraient des distorsions diverses dans l'économie nationale telles que l'inflation, l'endettement public, la hausse des taux d'intérêt réel (voir BARRO, 1987; SARGENT et WALLACE, 1985). De ce fait, le niveau des déficits devient un indicateur important de la qualité des politiques budgétaires, au même titre que la structure des dépenses publiques.

La nécessité de la réduction des déficits budgétaires semble largement acceptée aujourd'hui. Sur le plan de l'analyse empirique, l'accent est plutôt mis sur le niveau des déficits ainsi que sur la composition des dépenses de l'État que sur la question de l'opportunité ou non des déficits. S'appuyant sur des études empiriques, les auteurs (comme EASTERLY, et S.-HEBBEL, 1995; DEVARAJAN et *al.*, 1996) mettent de plus en plus l'accent sur la structure et le niveau des dépenses publiques, ainsi que sur les caractéristiques de l'économie étudiée pour prédire les effets des déficits budgétaires. Cette orientation des recherches a permis de relever certaines évolutions récentes dans les pays en développement.

C'est ainsi que dans le cadre des programmes d'ajustement structurel, R. FAINI (1994) a relevé que la réduction des déficits budgétaires s'est souvent accompagnée d'une compression des investissements publics (en infrastructures et équipements) dans certains pays en développement. Pourtant, beaucoup d'économistes conviennent de nos jours que des investissements publics judicieux et conséquents sont nécessaires à l'amélioration de la rentabilité des investissements privés (voir, par exemple, ASCHAUER, 1989; BARRO et SALA-I-MARTIN, 1996). Cette nécessité est encore plus grande pour un pays comme le MALI où les infrastructures de base sont plutôt clairsemées et les services collectifs très insuffisants.

À partir de là, on peut s'interroger sur les effets qu'ont eus les déséquilibres chroniques des finances publiques sur les dépenses privées depuis 1980 au MALI. Qui plus est dans un contexte de faible activité économique, quelles implications ont eu ces déséquilibres en termes de croissance économique? En particulier, le déficit budgétaire a-t-il évincé la consommation et l'investissement privés ou les a-t-il stimulé? Comment la consommation et l'investissement privés ont-ils, respectivement, réagi aux variations de la consommation et de l'investissement publics? La réduction des déficits peut-elle favoriser la croissance économique? À la lumière des réponses que nous apporterons à ces questions, nous pourrions dire, dans le cadre de l'austérité budgétaire, quel type de dépenses budgétaires faut-il réduire et quel autre type faut-il encourager. Il s'agira donc de tirer les implications de politique économique pour les années à venir.

L'objectif de ce travail est donc de procéder à une analyse empirique des effets des déficits budgétaires sur la consommation et l'investissement privés et sur la croissance économique au MALI entre 1980 et 1996. À ce jour, aucune étude empirique spécifique n'est disponible sur le cas malien concernant ces questions. Il s'agit de savoir si les dépenses publiques et les dépenses privées sont complémentaires ou substituables entre elles et quel impact a eu l'excédent des dépenses de l'État sur ses recettes ordinaires sur le rythme de l'activité économique au MALI pendant cette période.

Cependant, d'autres problèmes économiques sont imputés, au moins en partie, aux différents modes de financement des déficits publics et qui ne seront pas étudiés de manière spécifique ici. Au nombre de ces problèmes, on peut citer l'endettement public et les déséquilibres extérieurs insoutenables, la hausse du niveau général des prix et des taux d'intérêt réels. Il ne s'agira pas non plus d'analyser tous les aspects des programmes d'ajustement structurel, bien que la période d'étude coïncide, à peu près, avec la période d'ajustement. Notre analyse sera donc centrée sur les questions importantes évoquées plus haut. Comme nous l'avons indiqué plus haut, malgré l'abondance de la littérature économique sur ces questions et leur importance pour la

politique économique, le cas malien est très peu traité, ce qui confère un réel intérêt à ce sujet de recherche.

Pour aborder le sujet, nous suivrons une démarche en trois étapes. Nous commencerons notre analyse par une description succincte du contexte macroéconomique de notre sujet (chapitre 1). Ensuite nous présenterons une revue de la littérature et une discussion des questions méthodologiques concernant le sujet (chapitre 2). Nous terminerons ce travail par une analyse quantitative à partir de laquelle nous tirerons les implications de politique économique de notre étude (chapitre 3). Ce thème de recherche, bien que classique, demeure plus que jamais d'actualité. En effet, il s'inscrit dans le cadre des préoccupations premières du Gouvernement malien en matières de création d'un cadre propice au développement des affaires, d'incitation à investir et de promotion d'une croissance économique durable. Les résultats de notre analyse pourront apporter un éclairage sur le sujet et, peut-être servir d'aide à la décision.

## *Chapitre 1:*

# *LE CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE*

Au cours des années 1980, l'économie malienne se caractérisait par des déséquilibres importants dans plusieurs domaines. La plupart de ses indicateurs macroéconomiques se trouvaient alors à des niveaux insoutenables. Au-delà de réelles contraintes d'ordre naturel qui pèsent sur le pays, le Gouvernement et ses partenaires extérieurs se sont accordés à reconnaître que cette situation est aussi imputable à une mauvaise gestion économique. Ils ont alors entrepris de concert de redresser cette situation dans le cadre d'un Programme d'Ajustement Structurel (PAS). Après une quinzaine d'années d'ajustement, une certaine amélioration semble s'être produite, notamment dans les domaines budgétaire et de la relance des investissements.

Nous faisons ici un aperçu général de l'évolution économique globale du pays depuis l'indépendance en 1960 (section 1), avant d'analyser la politique budgétaire (section 2) et l'évolution de l'investissement et de la consommation (section 3) durant notre période d'étude (allant de 1980 à 1996). Il s'agit donc de situer le sujet dans son contexte, puis de décrire l'évolution des principaux agrégats qui nous intéressent. Cette description devra nous permettre de dégager les grandes tendances de l'évolution de ces agrégats et d'esquisser nos hypothèses de recherche.

### **1.1 Aperçu général**

De nombreux problèmes liés à sa structure économique sont souvent évoqués pour expliquer les difficultés économiques du MALI. Ces problèmes sont, pour l'essentiel, d'ordre naturel, politique et économique. Leur analyse permet de mieux appréhender l'évolution économique récente du pays.

### 1.1.1 Problèmes structurels

Le MALI se trouve confronté à un certain nombre de contraintes structurelles qui conditionnent largement ses performances économiques. Il s'agit notamment de la faiblesse du niveau de vie, de la rareté des ressources de base et des conséquences des politiques économiques inappropriées menées par le passé. Le MALI est, en effet, l'un des pays les moins avancés du monde avec un revenu par tête souvent inférieur à 300 dollars américains par an<sup>3</sup>. Cette situation se combine à la rareté des ressources de base. Le MALI se caractérise par la maigreur de ses ressources naturelles (jusqu'à récemment avec la découverte de quelques mines d'or), des infrastructures plutôt clairsemées et la forte dépendance de l'agriculture à l'égard des conditions climatiques.

Le faible niveau qualitatif des ressources humaines est encore un obstacle plus important. Ainsi, le taux de scolarisation était de 30%, 6% et 1% respectivement aux niveaux primaire, secondaire et supérieur de l'enseignement en 1995. En outre, l'accès aux soins de santé primaire est faible et la croissance démographique élevée (plus de 2,0% par an). La conjugaison de ces nombreux problèmes exerce une forte pression sur les ressources naturelles et les ressources financières disponibles pour la fourniture des services publics de base au plus grand nombre.

De plus, les politiques économiques menées depuis l'indépendance ont plus ou moins aggravé les problèmes. Les premières années d'indépendance du MALI ont vu le pays s'engager, sous la direction du Président Modibo KÉITA, sur la voie de l'option socialiste de développement. Cette orientation s'est traduite par une vague de nationalisations et de création d'entreprises publiques dans les secteurs stratégiques de l'économie (24 entreprises publiques créées entre 1961 et 1968). Des contrôles de prix et du crédit et une fiscalité de porte restrictive ont été instaurés. La responsabilité du développement économique et social incombait alors à l'État, le secteur privé étant négligé, sinon étouffé.

<sup>3</sup> Les sources des données statistiques utilisées dans ce mémoire sont indiquées en annexe 3.

Les résultats sur le plan économique ont été décevants. FOUNOU-TCUIGOUA (1989) relève ainsi que le taux de croissance économique, qui a été de 1,5% (contre les 8,5% attendus) par an entre 1960 et 1965, est resté faible. Les entreprises publiques accumulaient les pertes, l'inflation est devenue forte autour de 1967, la monnaie nationale a été dévaluée de 50% cette même année dans le cadre des Accords franco-maliens.

En novembre 1968, l'arrivée des militaires au pouvoir a vu la situation économique se dégrader dans bon nombre de domaines, malgré une certaine libéralisation économique. Ainsi, le secteur public a été maintenu. La stratégie d'"édification d'une économie nationale indépendante et planifiée", prônée par le parti unique de l'époque, a conduit à des inefficacités dans la mobilisation et l'allocation des ressources du pays. De hauts niveaux de dépenses de personnel et de subventions prévalaient. Ainsi, en moyenne, les salaires représentaient 62% des recettes ordinaires entre 1973 et 1982<sup>4</sup>.

De plus, d'après S. TOURÉ (1994), le personnel de la fonction publique s'est accru à un rythme annuel moyen de 11,52% entre 1961 et 1981. Les décisions d'investissement public n'accordaient que peu d'attention aux critères économiques et financiers dans la sélection des projets, critères tenant compte de la rentabilité économique, des échéances de remboursement des emprunts et des coûts récurrents. Cet état de fait était encore plus marqué aux lendemains de la forte hausse des prix du coton sur les marchés mondiaux dès 1973. L'indice de Liverpool est, en effet, passé, en moyenne, de 33 cents américains la livre entre 1970 et 1972 à 67,8 cents sur la période 1973 à 1979 puis à 83 cents américains la livre, en moyenne, entre 1980 et 1984<sup>5</sup>.

Le système fiscal, du fait des monopoles d'État et du système des exonérations fiscales, était lourd et complexe. Les mécanismes d'allocation non concurrentiels des crédits (avec la politique d'encadrement du crédit) ont conduit à une croissance

---

<sup>4</sup> Source: Direction Nationale du Budget.

<sup>5</sup> Source: Statistiques Financières Internationales (Annuaire de 1995).

rapide de ces derniers. Les mauvaises performances des entreprises publiques pesaient fortement sur la gestion des ressources publiques. Les arriérés fiscaux de ces entreprises se chiffraient ainsi à plus de 10 milliards de FCFA en 1977 (d'après S. TOURÉ, 1994). Bref, l'absence d'un cadre incitatif pour l'activité économique entravait la croissance. Ces innombrables problèmes influent de manière importante sur l'évolution économique récente du pays et permettent de mieux appréhender les politiques de réforme entreprises pour rétablir les équilibres macroéconomiques.

### *1.1.2 Histoire économique récente*

Au début des années 1980, le déficit budgétaire atteignait, dons non compris, 11,7% du PIB (en 1982), alors que le déficit extérieur courant, hors transferts courants, se chiffrait à 18,3% du PIB (en 1981). Les arriérés de paiement sur la dette publique intérieure s'élevaient de 3,6 milliards de FCFA en 1981 contre 18 milliards pour la dette extérieure la même année. C'est dans ce contexte difficile que sont intervenus le premier Programme d'Ajustement Structurel (PAS) avec l'appui du FMI et de la Banque Mondiale en 1982, puis l'adhésion du MALI à l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) en 1984.

Confronté à des déséquilibres budgétaires et extérieurs insoutenables, le MALI a enclenché un programme de stabilisation et de restructuration macroéconomique. Les principaux objectifs en étaient de réduire les déséquilibres des finances de l'État, les déficits d'exploitation des entreprises publiques, le déficit extérieur et les arriérés de paiement de l'État. Dans ce cadre, l'État malien a assumé, entre 1984 et 1987, une charge totale de 76,5 milliards de FCFA au titre du passif des entreprises publiques à réhabiliter (S. TOURÉ, 1994).

En outre, des réformes portant sur la libéralisation des marchés et la fixation de prix incitatifs ont été entreprises pour accroître l'efficacité dans l'allocation des ressources. Après un bref relâchement entre 1986 et 1987, le Gouvernement a repris l'effort d'ajustement dès début 1988. Ce second programme comprenait en plus un Programme d'Ajustement du Secteur des Entreprises Publiques (PASEP) et une

reformé des secteurs financier et agricole. Des réhabilitations, privatisations et liquidations d'entreprises publiques ont ainsi été mises en œuvre.

Cependant, plus d'une décennie d'ajustement n'aura donné que des résultats mitigés. Malgré des résultats jugés encourageants sur le front des déficits budgétaires et extérieurs, les objectifs fondamentaux d'une amélioration substantielle de la compétitivité et de la croissance économique n'ont pas été atteints. Le PIB par tête diminuait de 1% par an sur la période 1980-1993, et même de 4,3% par an entre 1985 et 1993. Face à cette situation, le MALI et les autres pays membres de la Zone franc, confrontés à des problèmes similaires, ont pris la décision de changer la parité du FCFA par rapport au Franc français en la faisant passer de 50 à 100 FCFA pour 1 Franc français en janvier 1994.

En plus de ses effets inflationnistes, cette dévaluation a entraîné une dégradation brutale du solde du budget public et une aggravation de la charge de la dette. Le solde global déficitaire des finances publiques (dons non compris) a doublé en 1994 par rapport à 1993 et le service de la dette est passé de 11,6 à 61,3 milliards de FCFA de 1993 à 1994<sup>6</sup>. Nonobstant, le taux de croissance du PIB est passé de 2,4 à 6% de 1994 à 1995, puis à 4,3% en 1996. De ce fait, le taux de croissance du PIB par tête est devenu positif depuis lors. Après ce rappel des grandes étapes de l'évolution économique du pays depuis les années 1960, nous nous intéressons à présent politique budgétaire et fiscale, ainsi que l'évolution de la consommation et de l'investissement privés entre 1980 et 1996.

---

<sup>6</sup> Source: *Fiches annuelles MALI* (1997), Direction Nationale du Plan.

## 1.2 Politique budgétaire et fiscale

L'évolution des indicateurs budgétaires est, pour l'essentiel, étroitement liée aux contraintes structurelles et aux rigidités découlant des politiques économiques antérieures. Les problèmes liés aux structures de son économie, le poids de la dette publique, ainsi que son appartenance à l'UÉMOA imposent au Gouvernement malien des contraintes importantes quant à la conduite de sa politique budgétaire et fiscale. Celles-ci affectent à la fois les recettes et les dépenses publiques, et donc le solde budgétaire<sup>7</sup>.

### 1.2.1 Les recettes publiques

Au MALI, le faible niveau de l'activité économique, l'importance relative du secteur informel se traduisent par l'étroitesse de la base d'imposition. De ce fait, le niveau des recettes publiques est fortement influencé par la générosité des donateurs, l'efficacité dans le recouvrement des impôts et taxes, et par la conjoncture nationale et internationale. En effet, les dons représentent entre 20 et 40% des recettes publiques sur la période étudiée et contribuent fortement, nous le verrons, à atténuer le déficit. En outre, une forte évasion fiscale (fraude et contrebande) est souvent invoquée par les responsables de l'administration fiscale comme une cause notable des difficultés financières du Trésor public. L'évolution de différentes catégories de recettes est présentée dans le tableau 1.1 plus bas.

D'un point de vue structurel, on peut remarquer un relèvement des recettes courantes (en parts du PIB) sur la période d'étude. Elles sont ainsi passées de 10,5% du PIB en 1980 à 16,4% en 1996, avec un pic de 17,3% en 1990. Les recettes fiscales, quant à elles, sont restées globalement stables, variant entre 8,5 et 11% du PIB pour l'essentiel. Le relèvement des recettes courantes est vraisemblablement dû alors à l'augmentation des recettes non fiscales (recettes pour services rendus, par exemple).

---

<sup>7</sup> Les indicateurs budgétaires utilisés dans ce travail sont ceux du budget d'État (incluant, en plus du budget de l'administration centrale, les budgets régionaux et les comptes spéciaux) sur la base des engagements.

**Tableau 1.1: Les catégories de recettes publiques en parts du PIB.**

<i>Années</i>	<i>Recettes et dons</i>	<i>Recettes courantes</i>	<i>Recettes fiscales</i>	<i>Dons</i>
1980	0,172	0,105	0,092	0,067
1981	0,188	0,114	0,105	0,074
1982	0,202	0,128	0,119	0,049
1983	0,204	0,117	0,109	0,066
1984	0,200	0,122	0,100	0,057
1985	0,215	0,144	0,113	0,071
1986	0,203	0,159	0,106	0,044
1987	0,204	0,151	0,096	0,053
1988	0,203	0,145	0,085	0,058
1989	0,220	0,169	0,099	0,051
1990	0,231	0,173	0,098	0,059
1991	0,239	0,158	0,119	0,081
1992	0,213	0,139	0,108	0,074
1993	0,205	0,147	0,117	0,059
1994	0,242	0,142	0,105	0,100
1995	0,228	0,150	0,111	0,078
1996	0,237	0,164	0,131	0,073

Source: Direction Nationale du Budget.

### *1.2.2 Les dépenses publiques*

En moyenne, sur la période d'étude, les dépenses totales se situent à peu près au même niveau que la moyenne des pays en développement qui est de 25% environ du PIB (contre 26% pour le MALI). Cependant, si les dépenses courantes ont été relativement stables, les dépenses totales ont fortement fluctué entre un minimum de 20,6% et un maximum de 29,9% du PIB sur la période d'étude (voir tableau 1.2 plus bas). Les années de sécheresse (1982 à 1985) se sont traduites par de hauts niveaux de dépenses (entre 26,4 et 29,9% du PIB) avec un pic en 1985. Les conséquences sur les dépenses totales des événements politiques de 1991 et de la dévaluation de 1994 apparaissent clairement avec des niveaux de dépenses, respectivement, de 27,7 et 28,6% du PIB.

**Tableau 1.2: Les catégories de dépenses publiques en parts du PIB.**

<i>Années</i>	<i>Dépenses totales</i>	<i>Dépenses courantes</i>	<i>Dépenses en capital</i>	<i>Subventions d'équipement</i>	<i>Paiement d'intérêts</i>
1980	0,206	0,119	0,018	0,0041	0,0030
1981	0,221	0,120	0,008	0,0045	0,0045
1982	0,279	0,121	0,014	0,0048	0,0118
1983	0,278	0,113	0,012	0,0060	0,0090
1984	0,264	0,110	0,008	0,0077	0,0117
1985	0,299	0,137	0,007	0,0121	0,0162
1986	0,273	0,106	0,009	0,0157	0,0161
1987	0,257	0,107	0,007	0,0121	0,0154
1988	0,250	0,103	0,006	0,0181	0,0154
1989	0,269	0,104	0,006	0,0185	0,0188
1990	0,258	0,099	0,007	0,0158	0,0197
1991	0,277	0,118	0,007	0,0122	0,0239
1992	0,254	0,119	0,008	0,0090	0,0185
1993	0,248	0,123	0,013	0,0088	0,0187
1994	0,286	0,135	0,014	0,0035	0,0178
1995	0,259	0,114	0,016	0,0036	0,0340
1996	0,245	0,104	0,018	0,0031	0,0234

Source: Direction Nationale du Budget et Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique.

D'un point de vue structurel, l'effort d'ajustement se reflète au niveau des dépenses courantes. Celles-ci ont ainsi diminué d'un point de pourcentage du PIB dès 1983, puis d'un autre point après la reprise du programme d'ajustement en 1988. Cependant, à partir des événements politiques de 1991 (renversement du régime de l'ex-Président Moussa TRAORÉ), les dépenses courantes ont retrouvé leur niveau d'avant ajustement jusqu'en 1994. À partir de 1995, elles retombent à leurs plus bas niveaux (11,4% du PIB, et même 10,4% en 1996).

Cette baisse des dépenses courantes est en relation avec les mesures prises dans le cadre du PAS. En effet, comme le relève S. TOURÉ (1994), il a été entrepris de limiter la croissance de l'effectif de la fonction publique et de réduire la part des

dépenses de personnel dans le budget. C'est ainsi que les crédits budgétaires pour les nouveaux recrutements sont tombés de 51,9 milliards à 0,15 milliard de FCFA entre 1983 et 1990. De même, plus de 600 départs volontaires à la retraite et plus de 4000 licenciements ont été enregistrés entre 1987 et 1988.

Les dépenses en capital, quant à elles, connaissent une évolution erratique avec des niveaux relativement élevés (entre 1,2 et 1,8% du PIB) en début et en fin de période, et des niveaux plus bas (moins de 1% du PIB) pour les autres années. Leur évolution est semblable à celle des subventions publiques d'équipements. C'est cette évolution qu'a déjà relevée R. FAINI (1994) concernant un échantillon de pays en développement dont le MALI, à savoir la baisse de l'investissement public dans les pays en développement dans le cadre de l'ajustement structurel.

Enfin, les paiements d'intérêts au titre de la dette publique laissent apparaître une nette tendance à la hausse. Ils sont ainsi passés de 0,3% du PIB en 1980 à 2,34% en 1996. Ceci indique que, malgré les mesures de rééchelonnement et d'annulation obtenues par le gouvernement, le poids de l'endettement devient de plus en plus important. Ces efforts doivent continuer car, en fait, les paiements d'intérêts sont plutôt déterminés par les opérations financières publiques des périodes précédentes que par l'exercice budgétaire en cours. Des résultats supplémentaires sur ce terrain pourraient notablement tempérer l'importance du solde déficitaire des finances de l'État, qui reste, comme nous allons le voir maintenant, assez important.

### ***1.2.3 Le solde budgétaire et son financement***

Le solde budgétaire global, c'est-à-dire la différence entre les recettes publiques ordinaires plus les dons et les dépenses publiques totales (base engagement), est le principal indicateur utilisé dans ce travail. Le solde budgétaire sur la base des engagements est commode car il est calculé à partir des dépenses effectivement engagées, quel que soit leur mode de financement (y compris par accumulation d'arriérés). Il reflète mieux, de ce fait, l'impact des déséquilibres publics sur l'économie par rapport, par exemple, au déficit base caisse, celui-ci ne tenant pas

compte des dépenses engagées sans décaissement qui créent pourtant des distorsions dans le système économique (telles que les arriérés de paiements).

Pour ce qui est de l'inclusion des dons, elle est réaliste pour certains aspects du sujet (cas de l'analyse de l'investissement et de la consommation) dans la mesure où ils correspondent à des recettes effectives. L'exclusion de cette catégorie de recettes des calculs accroîtrait le déficit de manière importante et pourrait fausser l'estimation de l'impact du solde des finances publiques sur la demande globale. Cependant, nous utiliserons, le cas échéant, d'autres mesures du solde budgétaire (avant ou après dons). Le choix de la mesure appropriée du déficit est une question méthodologique importante qui fera l'objet d'une discussion au chapitre suivant.

Pour revenir à l'évolution du solde global (et des autres indicateurs du déficit, voir tableau 1.3 plus bas), on peut remarquer une nette détérioration de celui-ci à partir de 1982, due essentiellement à la hausse brutale des dépenses (voir tableau 1.2 plus haut). À partir de 1986, le solde s'améliore progressivement sous l'effet conjugué des mesures d'ajustement et d'une augmentation des dons. En effet, les dépenses publiques sont passées successivement, en parts du PIB, de 0,299 à 0,277 de 1985 à 1986, puis à 0,26 et 0,25 en 1987 et 1988.

Dans le même temps, les dons ont augmenté d'un point de pourcentage du PIB entre 1986 et 1987, avant d'atteindre 8,1% du PIB en 1991, et même de 10% du PIB en 1994. L'évolution du déficit primaire, qui correspond au solde des finances publiques avant les paiements des intérêts au titre de la dette publique, montre l'impact de ces derniers sur les finances de l'État. Le déficit primaire est plus faible de 1 à 3 points de pourcentage du PIB par rapport au déficit global (encore appelé déficit conventionnel). Quant au solde courant (dons inclus), qui est la différence entre les recettes courantes et les dépenses courantes d'une période donnée, il affiche un excédent de 0,7 à 7% du PIB à partir de 1982.

L'exclusion des dons démasque la fragilité de l'apparente amélioration du solde budgétaire. Le solde conventionnel atteint alors un sommet de 14,14% du PIB en 1985, pendant que son plus bas niveau (8,6% du PIB en 1996 contre 0,85% en incluant

les dons pour la même année) reste largement au-dessus des normes généralement admises (entre 3 et 3,5% du PIB). Des observations similaires sont valables pour les soldes budgétaires primaire et courant. C'est ainsi que les excédents du solde courant s'inversent en déficits (sauf pour les années 1986, 1989 et 1990) et le déficit primaire augmente sensiblement si l'on retranche les dons.

**Tableau 1.3: Différentes mesures du déficit budgétaire (en termes réels) en parts du PIB.**

<i>Années</i>	<i>Déficit global</i>	<i>Déficit primaire</i>	<i>Déficit courant</i>	<i>Déficit global hors Dons</i>	<i>Déficit primaire hors Dons</i>	<i>Déficit courant hors Dons</i>
1980	0,0336	0,0306	0,0135	0,0858	0,0820	0,0687
1981	0,0332	0,0287	0,0060	0,0906	0,0855	0,0676
1982	0,0768	0,0650	-0,0070	0,1172	0,1043	0,0391
1983	0,0739	0,0649	-0,0039	0,1338	0,1243	0,0592
1984	0,0646	0,0528	-0,0126	0,1129	0,1022	0,0412
1985	0,0837	0,0675	-0,0069	0,1414	0,1271	0,0589
1986	0,0702	0,0540	-0,0535	0,1062	0,0913	-0,0093
1987	0,0530	0,0376	-0,0444	0,1058	0,0904	0,0085
1988	0,0474	0,0285	-0,0418	0,1002	0,0822	0,0151
1989	0,0484	0,0287	-0,0646	0,0930	0,0743	-0,0122
1990	0,0268	0,0029	-0,0737	0,0815	0,0591	-0,0141
1991	0,0382	0,0198	-0,0398	0,1139	0,0971	0,0394
1992	0,0402	0,0216	-0,0203	0,1069	0,0896	0,0503
1993	0,0429	0,0250	-0,0232	0,0989	0,0823	0,0346
1994	0,0444	0,0103	-0,0069	0,1503	0,1249	0,0969
1995	0,0310	0,0076	-0,0360	0,1142	0,0986	0,0441
1996	0,0085	-0,0099	-0,0603	0,0860	0,0744	0,0134

Source: Direction Nationale du Budget et Direction Nationale du Plan.

Pour ce qui est de la monétisation des déficits, elle se fait surtout sous forme de recours aux avances statutaires de la BCÉAO au Trésor public. Cependant, cette possibilité est limitée à 20% des recettes fiscales de l'exercice précédent au sein de

l'UÉMOA pour réduire les pressions inflationnistes liées au financement des déséquilibres financiers de l'État. Le Gouvernement a souvent recouru à ce procédé, notamment en début d'exercice budgétaire. Mais compte tenu de la limite fixée dans le cadre de l'UÉMOA, ce mode de financement est demeuré à un niveau modéré (voir tableau 1.4 ci-dessous).

**Tableau 1.4: Concours de la BCÉAO à l'État (en parts du PIB).**

<i>Années</i>	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
<i>Avances statutaires</i>	0,018	0,024	0,036	0,049	0,038	0,022	0,025	0,026	0,030	0,019

Source: BCÉAO, Agence de Bamako.

Cette contrainte imposée dans le cadre de la Zone franc n'empêche cependant pas le Gouvernement de recourir au financement bancaire de ces dépenses. La PNG mesure la part du crédit intérieur accordée à l'État. C'est ainsi que cet indicateur représentait, en moyenne, plus de 30% du crédit intérieur au début des années 1980, avant de diminuer sensiblement vers le milieu des années 1990.

Pourtant, l'insuffisance des sources de financement sus-citées a souvent conduit le Gouvernement à utiliser un autre moyen de financer son déficit et qui est parfois jugé particulièrement déplorable. Il s'agit de l'accumulation d'arriérés de paiement qui peut avoir de fâcheuses conséquences sur la crédibilité de l'État et l'équilibre financier des entreprises et autres partenaires économiques intérieurs de l'État. C'est ainsi que, vers la fin des années 1980, les retards dans le paiement des salaires dépassaient les 3 mois, alors que les fournisseurs nationaux de l'État attendaient de longs mois, voire des années après échéance pour recouvrer leurs créances.

En outre, le secteur public accumulait les arriérés sur le service de la dette extérieure (voir tableau 1.5 plus bas). Ainsi, comme le montre le tableau 1.5, les arriérés de paiement accumulés par l'État, hors renégociation et avant allègement, atteignaient les 22,18% du PIB en 1994. Cette situation entame la crédibilité du Gouvernement et l'intégrité du système financier public, et peut compromettre

l'acquisition de nouveaux prêts, pourtant indispensables au pays pour son fonctionnement et son développement.

**Tableau 1.5: Accumulation d'arriérés de paiement sur la dette extérieure (1) en parts du PIB.**

<i>Années</i>	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
<i>Arriérés sur dette à M et LT/principal</i>	0,010	0,004	0,026	0,070	0,100	0,139	0,205
<i>Arriérés sur dette à M et LT/intérêts</i>	0,002	0,001	0,004	0,012	0,013	0,017	0,016
<i>Arriérés sur service de la dette à M, LT</i>	0,012	0,004	0,030	0,081	0,113	0,156	0,222

Source: World Debt Tables. Volume 2. 1996.

(1): Hors renégociations et allègements. Les conversions sont faites sur la base des cours annuels moyens du dollar par rapport au FCFA..

En revanche, le recours au financement privé non bancaire des déficits publics n'a jamais été utilisé au MALI. Ce mode de financement consistant en l'émission de titres publics (les bons du Trésor, par exemple) à l'intention des ménages réduirait directement les ressources disponibles pour le financement des projets privés. Cet état de fait est en partie dû à l'absence de bourse des valeurs qui est propice à une telle mobilisation de fonds.

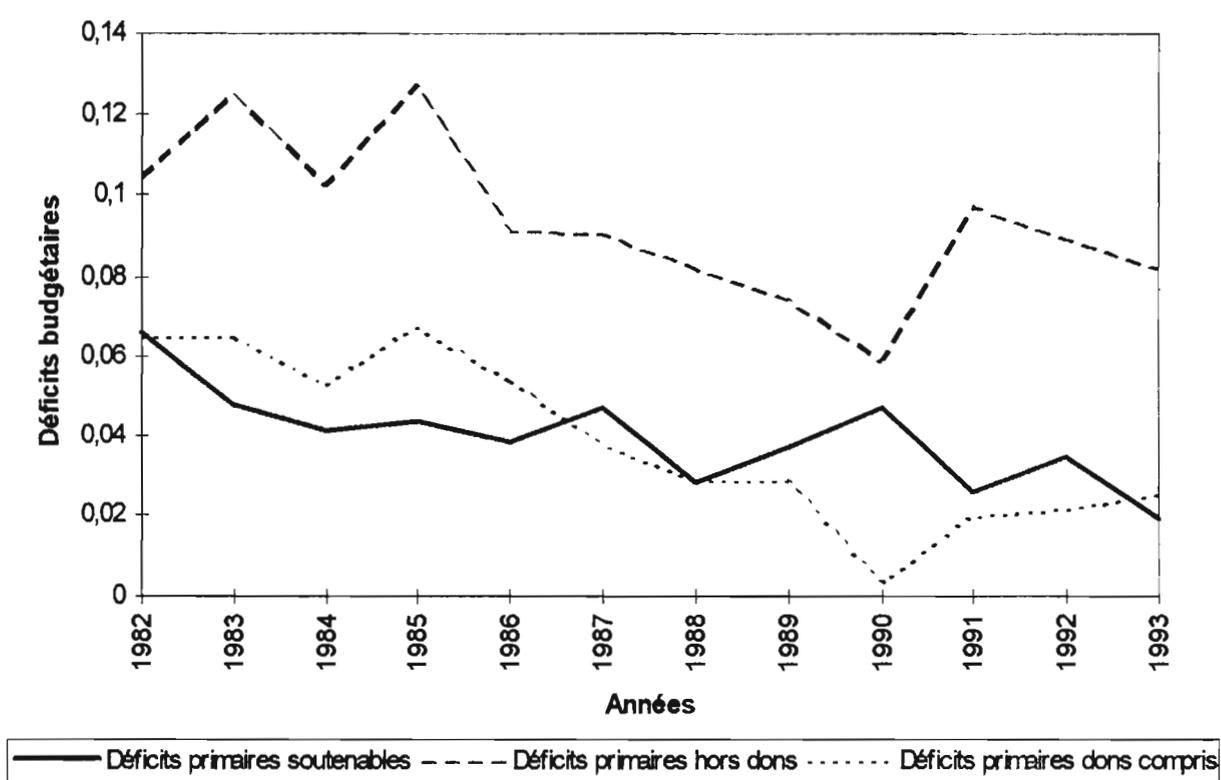
#### **1.2.4 La soutenabilité des déficits**

En fait, les arriérés de paiement du secteur public posent le problème de la solvabilité de l'État. En particulier, on peut se demander si les soldes budgétaires observés sont soutenables ou non. Les objectifs macroéconomiques concernant l'inflation, la croissance économique et les contraintes de solvabilité du Gouvernement imposent des restrictions sur les possibilités de financement du déficit.

À ce sujet, EASTERLY, William, and SCHMIDT HEBBEL K. (1995) dégagent une méthode d'estimation du déficit des finances publiques compatible avec un endettement extérieur et intérieur soutenable et les objectifs d'inflation et de

croissance économique, qu'il appelle déficit "finançable" ou soutenable. Sous quelques hypothèses simplificatrices (voir annexe 1 pour la méthode de calcul utilisée), nous avons estimé cet indicateur budgétaire pour le MALI entre 1982 et 1993. L'évolution de cet indicateur, comparée à celles du solde primaire hors dons et du solde primaire dons inclus (voir graphique 1.1 plus bas) nous fournit un éclairage concernant la soutenabilité des déséquilibres observés.

**Graphique 1.1:** Évolution du déficit primaire (hors dons et dons inclus) et du déficit soutenable en parts du PIB entre 1982 et 1993.



Note: Graphique établi à partir des données de base de l'annexe 2 et de la méthodologie présentée à l'annexe 1.

Il apparaît ainsi que le solde primaire, dons non compris, est nettement supérieur à son niveau soutenable entre 1982 et 1993. Même le solde primaire incluant les dons n'a atteint des niveaux soutenables qu'à partir de 1987. De ce fait, avant cette année, les arriérés de paiement sur les salaires des fonctionnaires et dans le règlement des autres créanciers du Gouvernement observés durant cette période peuvent être attribués à des niveaux de dépenses insoutenables, même avec les dons. Le biais introduit par les dons dans l'appréciation de la qualité de la politique budgétaire est ici manifeste.

Du fait que le solde primaire hors dons soit largement au-dessus du niveau compatible avec la croissance économique (c'est-à-dire son niveau "finançable"), il est probable que cet indicateur ait eu un impact négatif sur la croissance économique durant la période étudiée. Bien entendu, cela devrait aussi être valable pour le déficit global hors dons, moins favorable que le déficit primaire.

En somme, parmi les modes de financement des déficits publics utilisés au MALI, l'accumulation d'arriérés de paiement et surtout le recours au financement bancaire sont ceux qui sont les plus susceptibles d'avoir un impact important sur le secteur privé. En effet, la place limitée du financement par création monétaire réduit sensiblement les pressions inflationnistes dues aux déséquilibres du budget d'État.

En outre, le non recours au financement intérieur non bancaire implique que les déséquilibres budgétaires n'entraînent pas directement de pressions sur les taux d'intérêt. L'absorption plus grande des ressources extérieures et des crédits bancaires intérieurs par l'État pour financer son déficit pourrait, cependant, évincer des projets privés susceptibles de requérir ces ressources pour leur réalisation. Pour autant, ces distorsions liées au financement des déficits publics ne constituent qu'une partie de leurs effets sur le secteur privé. Ce dernier est aussi affecté par les soldes des finances publiques à travers la composition des dépenses (en investissement et en consommation). Il convient donc d'analyser l'évolution des investissements et de la consommation publics et privés.

### **1.3 Investissement et consommation**

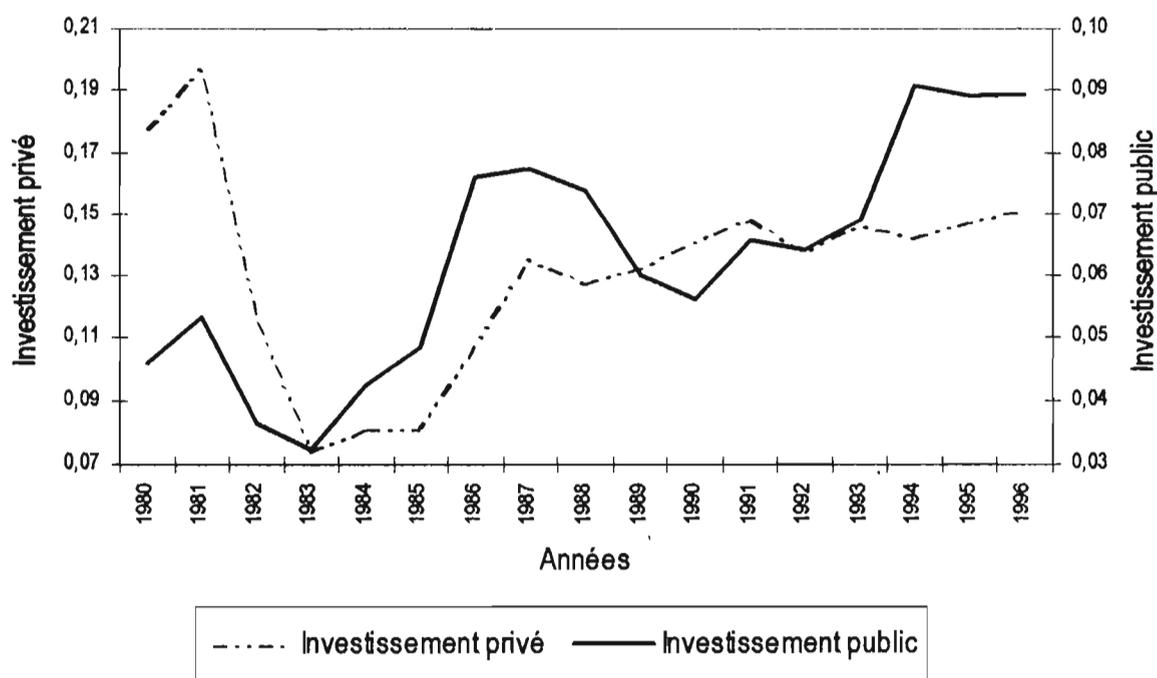
Au MALI, une idée répandue est que, malgré l'évolution erratique du PIB, la consommation et l'investissement sont soutenus par un flux important de transferts unilatéraux et d'origines diverses en provenance de l'étranger. Entre 1990 et 1996, les transferts sans contrepartie étaient, en moyenne, de 14,85% du PIB. De ce fait, la consommation et l'investissement sont moins vulnérables aux chocs divers subis par l'économie et semblent plus en relation avec les variables de politique économique, notamment budgétaires. Nous analysons donc conjointement l'évolution des

composantes publique et privée de la consommation et de l'investissement pour pouvoir en dégager les grandes tendances.

### 1.3.1 Investissement public et investissement privé

Les deux composantes -publique et privée- de l'investissement global ont eu des évolutions presque synchrones entre 1980 et 1996 (voir graphique 1.2 plus bas). À partir de 1983 déjà, l'investissement, public et privé, semble sensiblement affecté par les premières mesures de compression de la demande au début de l'ajustement structurel et par la sécheresse des années 1982 à 1985. C'est ainsi que ces deux agrégats ont chuté entre 1982 et 1983 en atteignant leurs plus bas niveaux sur l'ensemble de la période. En 1983, l'investissement public n'était que de 2,7% du PIB (contre 4,8% en 1981) alors que l'investissement privé était de 7,2% du PIB (contre 19,4% en 1981!). Cette évolution se reflète d'ailleurs au niveau des dépenses en capital et des subventions d'équipement de l'État qui ont aussi fortement chuté sur la même période (voir tableau 1.2 plus haut).

**Graphique 1.2: Évolution des investissements public et privé en parts du PIB de 1980 à 1996.**



Source: *Comptes Économiques du MALI*, Direction Nationale de Statistique et de l'Informatique.

À partir de 1985, on observe une reprise aussi remarquable que la chute des investissements, public et privé. Ils vont ensuite rester pratiquement stables. On peut néanmoins souligner qu'en 1994 l'investissement public gagnait deux points de pourcentage du PIB et restera à peu près à ce niveau durant les trois dernières années de la période. En revanche, l'investissement privé restera nettement en deçà (moins de 15% du PIB durant le reste de la période) de la pointe de 19,4% du PIB de 1981.

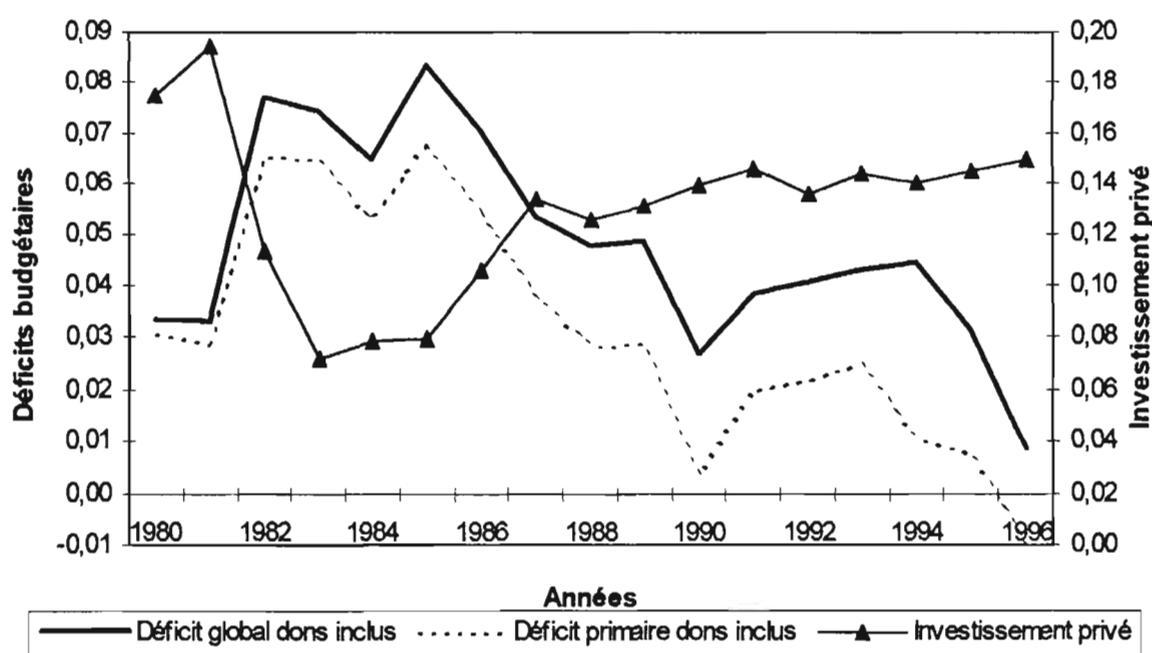
Ce raffermissement des deux agrégats se reflète au niveau du taux brut d'investissement. Ce taux est ainsi passé de 17,2% du PIB sur la période 1981 à 1986 à 21,6% de 1987 à 1991, puis à 22% du PIB entre 1992 et 1996. Cette évolution est davantage due à la hausse presque continue de l'investissement public qui a plus que triplé vers 1995 par rapport à son plus bas niveau (2,7% du PIB en 1983). On remarque en plus que les crédits à l'économie sont restés globalement stables, en pourcentage du PIB, en dehors des pointes des années 1985 à 1987 et du creux de 1994 où on enregistre une baisse des crédits en valeur absolue par rapport à 1993. Ceci semble dû au rétrécissement de la base monétaire qui a diminué de 20,9% en 1994 par rapport à 1993.

Pour ce qui est des crédits à l'État, que nous mesurons par la position nette du gouvernement (PNG), la tendance est encore plus marquée. La position nette du gouvernement est passée de 47,3% du crédit intérieur en 1983 à -6,5% en 1996. Pour autant, le secteur privé n'a pas profité du quasi-effacement de l'État du marché intérieur du crédit. En fait, ceci peut s'expliquer par la politique monétaire quelque peu restrictive sur la période. En effet, le taux d'escompte de la BCÉAO est passé de 8% en 1979 à 10,5% en 1980, puis à 12,5% en 1982. Après une baisse progressive jusqu'en 1987, il remonte à 12,5% en 1992. De même, les conditions d'accès parfois jugées trop restrictives par les acteurs économiques peut constituer une explication de cette situation.

Une comparaison des évolutions du déficit budgétaire (global et primaire dons inclus) et de l'investissement privé montre que, à l'inverse du cas précédent, les indicateurs du solde des finances publiques et l'investissement privé évoluent

pratiquement en sens opposé (voir graphique ci-dessous). Les années de déficits élevés sont celles où l'investissement privé, et donc l'investissement public, est à son plus bas niveau. Ce contraste flagrant est révélateur de la composition du déficit budgétaire. En effet, le fait que le déficit suive presque exactement le chemin inverse de l'investissement public suggère que le déficit budgétaire soit essentiellement destiné à financer la consommation publique plutôt que l'investissement public.

**Graphique 1.3:** Évolution de l'investissement privé, des soldes budgétaires primaire et global dons inclus, en parts du PIB (1980-1996).



Source: *Comptes Économiques du MALI*, Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique.

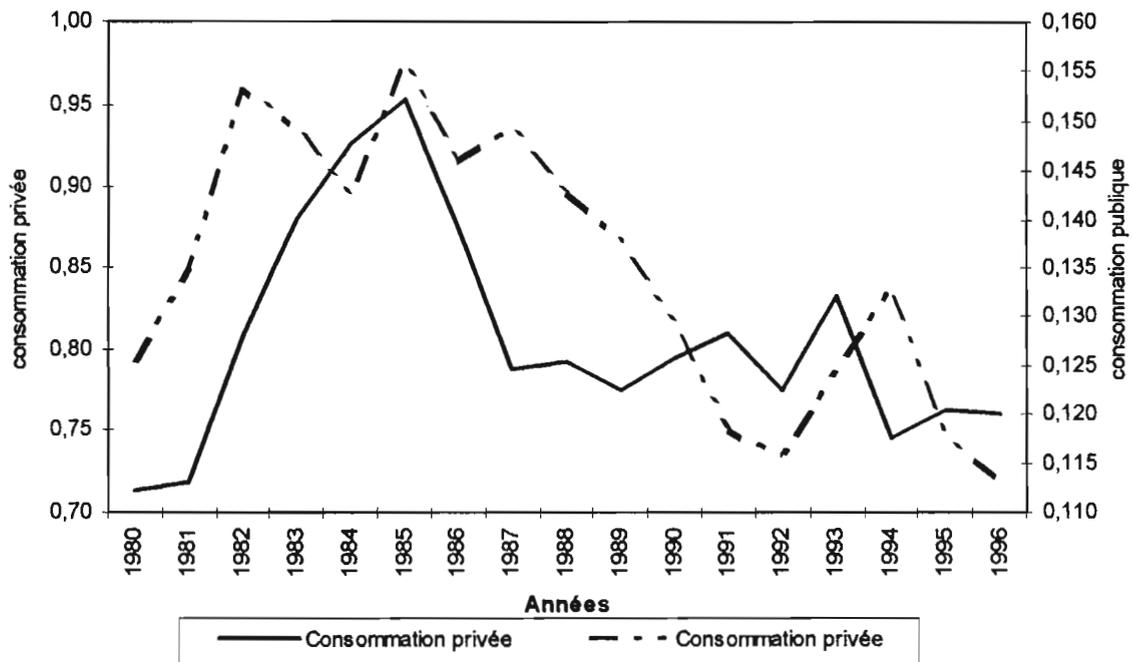
### 1.3.2 Consommation publique et consommation privée

De même que les composantes de l'investissement global, la consommation privée et la consommation publique suivent pratiquement la même tendance sur la période d'étude (voir graphique plus bas). La consommation publique désigne le coût de production des services publics non marchands, alors que la consommation privée renvoie à la consommation finale des ménages (à l'exclusion des acquisitions de logements). Il est ainsi remarquable que les années où l'investissement, public et privé, est au plus bas correspondent à celles où les consommations publique et privée atteignent leurs sommets (1982-86).

Après ces sommets, la consommation du secteur public et celle des ménages commencent à diminuer (en pourcentages du PIB). Le coût de production des services non marchands par l'État est ainsi passé de 15,3% du PIB en 1985 à 12,9% en 1990, puis à 11,3% en 1996. Quant à la consommation finale des ménages, après le sommet de 95,3% du PIB en 1985, elle s'est stabilisée par la suite autour de 75-80% du PIB. Il apparaît donc que la compression de la demande imposée par l'ajustement structurel s'est surtout effectuée au détriment de la consommation et a relativement épargné l'investissement, en termes de tendance sur l'ensemble de la période.

**Graphique 1.4: Évolution des consommations publique et privée en parts du PIB de 1980 à 1996.**

Erreur! Objet incorporé incorrect.



Source: *Comptes Économiques du MALI*, Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique et Direction Nationale du Budget.

Malgré cette évolution, somme toute souhaitable, la propension moyenne à consommer au niveau global demeure élevée car elle reste nettement supérieure à 90% du PIB. Cette situation s'explique en partie par le faible niveau de vie, avec un revenu par tête qui reste inférieur à 300 dollars américains par an. Qui plus est, ce revenu par habitant n'a pratiquement pas bougé au cours de la période d'étude. D'où, l'augmentation des investissements public et privé en valeur absolue et en valeur relative découle davantage d'une réallocation des ressources.

Pour autant, cette évolution n'a pas que des aspects positifs. En effet, si l'accroissement de l'effort d'investissement est indispensable à la croissance, il n'en demeure pas moins que la quasi-stagnation de la consommation par tête représente une contrainte de débouchés pour les entreprises locales. Cette situation est accentuée par la fragilité de ces entreprises qui, étant déjà confrontées à la concurrence étrangère sur le marché intérieur, doivent compter sur les marchés extérieurs, notamment des pays voisins pour se développer.

Ce qui correspond à une nette amélioration est que la réduction du déficit budgétaire, en parts du PIB, se soit effectuée au détriment de la consommation publique. L'investissement public a non seulement été relativement épargné, mais, en plus on assiste à un quasi-effacement de l'État du marché du crédit. Cette évolution est consolidée par la forte corrélation entre les composantes publique et privée de l'investissement global. Malgré cet état de fait, il faut souligner que cette tendance a aussi ses limites dans la mesure où la consommation publique correspond à la production de services non marchands par l'État. Une baisse excessive des prestations publiques de services peut affecter négativement l'efficacité des investissements privés et la croissance économique.

À la lumière de l'analyse qui précède, nous pouvons dégager un certain nombre de faits. Par rapport à l'évolution des composantes publiques et privées de la consommation et de l'investissement, on remarque de fortes similitudes. En effet, l'investissement public et l'investissement privé ont suivi presque la même tendance entre 1980 et 1996, de même que la consommation publique et la consommation finale des ménages sur la même période. En revanche, les indicateurs du solde des finances publiques et l'investissement privé ont évolué en sens opposé, alors que ces indicateurs ont connu une évolution semblable à celle de la consommation privée. De plus, les déficits budgétaires, en particulier les soldes hors dons, se sont situés à des niveaux insoutenables durant la période d'étude.

Ces faits suggèrent l'existence d'un effet d'entraînement entre les composantes publiques de la consommation totale et de l'investissement global et les composantes privées correspondantes. En outre, l'évolution du solde budgétaire (global et primaire) et celle des dépenses privées laissent présager un effet d'entraînement entre le déficit et la consommation finale des ménages, et un effet d'éviction de cette variable budgétaire sur l'investissement privé. Enfin, le fait que les déséquilibres financiers du secteur public observés entre 1980 et 1996 soient nettement supérieurs à leurs niveaux compatibles avec le rythme de l'activité économique laisse penser que ces déséquilibres aient eu un impact négatif sur la croissance économique durant la période d'étude.

Ces faits soulèvent des questions importantes pour le développement de l'activité économique et qu'il convient d'analyser de manière plus approfondie. Pour ce faire, nous procéderons à une analyse quantitative un peu plus loin. Mais avant, nous procédons (au chapitre qui suit) à une analyse des aspects théoriques et empiriques de ces importants problèmes économiques.

## Chapitre 2: REVUE DE LA LITTÉRATURE ET MÉTHODOLOGIE

Après ce chapitre descriptif, nous abordons à présent les aspects théoriques et méthodologiques de notre sujet. On peut ainsi noter que le sujet se situe dans un domaine de recherche particulièrement étudié, tant sur le plan analytique que sur le plan empirique, à savoir les relations entre finances publiques et activité économique. À ce niveau, les débats font l'objet de fortes controverses. Du débat sur le rôle de l'État dans le système économique, on est passé aux questions de complémentarité et de substituabilité entre dépenses publiques et dépenses privées. Nous procédons ici à une revue de l'abondante littérature économique se rapportant à notre sujet, avant de dégager une méthodologie pour l'analyse quantitative à laquelle nous procéderons par la suite. Vu l'abondance des recherches dans ce domaine, notre revue ne saurait prétendre à l'exhaustivité.

### 2.1 Revue de la littérature

Bien qu'ayant considérablement évolué, la question du rôle de l'État dans le système économique que posent les déficits du secteur public reste une question importante et controversée. Cette importance et cette controverse se retrouvent aussi bien au niveau théorique qu'au niveau empirique.

En fait, le débat sur l'impact et la gestion des déficits budgétaires se situe essentiellement à deux niveaux. Le premier est celui de l'impact d'une politique de relance par le budget sur les principales variables macroéconomiques, à savoir la consommation, l'investissement, l'emploi, le produit réel et sa croissance. Au second niveau, l'accent est mis sur les conséquences néfastes des modes de financement ainsi que sur l'inefficacité des politiques budgétaires comme instrument de politique

économique. Parmi ces conséquences, on peut citer l'inflation, la hausse des taux d'intérêt réels, l'endettement public et les déséquilibres extérieurs.

En tous les cas, comme le relèvent EASTERLY et S.-HEBBEL (1995), les effets macroéconomiques des déséquilibres budgétaires dépendent étroitement de la réaction du secteur privé -à travers sa consommation et ses investissements- aux variations et à la composition des dépenses publiques. De même, les structures de l'économie étudiée ainsi que la nature des chocs affectant le système économique influent notablement sur les effets des déficits publics.

La dépense privée est affectée par les déficits budgétaires à travers essentiellement quatre canaux: le revenu disponible, le taux d'intérêt réel, le niveau général des prix et la structure des dépenses publiques. Cet impact des déficits budgétaires n'est évidemment pas sans conséquences sur la croissance économique. Nous terminerons donc notre revue de la littérature par une analyse du rôle des finances publiques dans le processus de la croissance économique, après avoir évoqué les relations consommation privée-déficit budgétaire, puis celles liant l'investissement privé au déficit.

### *2.1.1 Défis budgétaires et consommation privée*

Depuis KEYNES (1936), les relations entre le déficit budgétaire et la consommation se sont enrichies d'un certain nombre de théories dont nous évoquons ici quelques unes. Il s'agit de la théorie keynésienne de la consommation, de l'hypothèse du revenu permanent-cycle de vie avec anticipations rationnelles et de la théorie de l'agent immortel (générations reliées par une chaîne de transferts altruistes) ou équivalence néo-ricardienne. Commençons par la première, la théorie keynésienne.

D'après la théorie keynésienne (KEYNES, 1936, chapitres 8 et 9), lorsqu'un déficit budgétaire est financé par emprunt, l'accroissement du revenu disponible (par réduction d'impôts ou accroissement des dépenses publiques) qui en résulte stimule la consommation courante. Ainsi, cette théorie fait du revenu disponible courant un

déterminant essentiel de la consommation courante. Si cette hypothèse semble acceptable à court terme, elle n'expliquerait pas l'évolution la consommation à plus long terme. On remarquerait notamment que la baisse de la propension moyenne à consommer, que cette théorie prévoit, ne se confirme pas à long terme.

Ainsi, d'après M. FRIEDMAN (1957), le niveau de consommation des ménages est déterminé plutôt par leur richesse dont le revenu disponible courant n'est qu'un élément (appelé revenu transitoire). Cette conception appelée hypothèse du revenu permanent suppose en fait que les consommateurs, maximisent une fonction d'utilité intertemporelle. Elle suppose en plus que, compte tenu de leur richesse initiale et de leurs revenus futurs anticipés du travail au cours de leur vie active, les consommateurs peuvent emprunter ou prêter librement à un taux d'intérêt donné. Dans ces conditions, le revenu transitoire n'affecte la consommation que dans la mesure où il modifie le revenu permanent. D'où les politiques de relance conjoncturelles n'affecteraient que marginalement le niveau de consommation globale.

HALL (1978), en ajoutant les hypothèses de comportement cycle de vie et d'anticipations rationnelles, prolonge la théorie de FRIEDMAN en émettant la théorie de la marche aléatoire de la consommation. D'après cet auteur, la consommation des ménages suit une tendance autour de laquelle elle fluctue de manière aléatoire.

Par conséquent, la politique gouvernementale n'affecte la consommation qu'à travers ses effets non anticipés sur le revenu permanent. Le déficit budgétaire, entre autres instruments de la politique économique, ne modifierait alors la consommation des ménages que si le gouvernement procède par surprise, ce qui est par essence difficile pour la politique budgétaire, annoncée par avance. En effet, les ménages en anticiperaient rationnellement les effets présents et futurs et épargneront leurs revenus supplémentaires pour faire face aux impôts futurs.

La troisième approche théorique est la théorie néo-ricardienne de l'équivalence parfois appelée théorie de l'agent immortel où les consommateurs sont reliés par une

chaîne de transferts intergénérationnels (altruisme). Dans son célèbre article intitulé "Are Government Bonds Net Wealth?", R. BARRO (1974) remet à jour l'hypothèse d'équivalence ricardienne. BARRO soutient dans son article que lorsque le revenu disponible des ménages (altruistes et rationnels) augmente à la suite d'un accroissement du déficit budgétaire, ils anticipent une hausse future des impôts pour éponger ce déficit. De ce fait, ils épargnent leurs revenus supplémentaires au lieu de les consommer et font ainsi échec à la relance de la demande escomptée, quel que soit le mode de financement de cette politique. D'où l'inefficacité de la politique budgétaire comme moyen de modifier le niveau de consommation globale.

En outre, BARRO (1987) insiste sur l'impact différencié d'une augmentation temporaire ou permanente du niveau des dépenses publiques. Il souligne ainsi qu'une augmentation permanente des dépenses de l'État réduirait le revenu permanent, le surcroît de dépenses étant intégralement compensé par la baisse de la consommation privée. En revanche, une hausse temporaire des dépenses exercerait un effet de stimulation sur l'activité économique. Cet effet serait moins important, toutefois, que le multiplicateur keynésien, la dépense publique ne se substituant que partiellement à la dépense privée.

Par ailleurs, certains économistes se sont également penchés sur les conséquences des modes de financement des déficits publics. Ainsi, M. FRIEDMAN (1969), en réinterprétant le modèle IS-LM, affirme l'inefficacité à long terme de toute politique de relance par le budget à cause de l'éviction financière que son financement par emprunt implique. Pour lui, en effet, l'augmentation des taux d'intérêt qu'entraîne le financement d'un déficit accru est incapable de développer l'offre de monnaie. Dès lors, l'absorption plus grande de fonds prêtables par l'État, pour un niveau donné des crédits disponibles, réduit les possibilités de financement pour le secteur privé. De ce fait, l'accroissement du déficit budgétaire devrait réduire la consommation courante au profit de l'épargne.

Quant au financement du déficit budgétaire par création monétaire, SARGENT et WALLACE (1985) soulignent que, du fait de l'accroissement de l'offre de monnaie

qu'il entraîne, il conduirait à l'inflation, voire à l'hyperinflation si les déficits sont à la fois importants et persistants. Cette hausse du niveau général des prix affecte négativement les dépenses privées réelles (consommation et investissement). Certains auteurs (tels que KIGUEL et LIVIATAN, 1988) notent cependant l'existence de biais liés à la multiplicité des sources de financement du déficit budgétaire et à d'autres facteurs (tels que les dépréciations inflationnistes du taux de change, l'instabilité de la demande de monnaie, etc.).

Si la possibilité de l'existence de l'effet d'éviction financière dans certains cas semble faire l'objet d'un consensus relatif au niveau théorique, il n'en est pas de même pour l'équivalence néo-ricardienne. Ainsi, J. BUCHANAN (1976) conteste les conclusions de BARRO (1974) en remettant en cause l'hypothèse d'anticipations rationnelles altruistes d'une part, et la capacité de celles-ci à neutraliser l'effet de richesse (découlant de l'accroissement du revenu disponible) de l'autre. De plus, BUTER et TOBIN (1979), dans une étude empirique se rapportant à l'économie américaine, ont conclu à la non-vérification de l'hypothèse néo-ricardienne d'équivalence.

Il est important de relever que certaines des hypothèses sous-jacentes aux théories néoclassiques de la consommation ne sont pas vérifiées dans les économies en développement, et encore moins dans les moins avancées de celles-ci. Ces théories partent, en général, des hypothèses de marchés de capitaux parfaits, de préférence nulle ou faible pour le présent, d'absence d'incertitude et d'anticipations rationnelles pour parvenir à leurs conclusions. Pour ce qui est de l'hypothèse de marchés de capitaux parfaits, on peut noter qu'il n'existe pas du tout de marché de capitaux fiable au MALI. Ensuite, postuler une absence d'incertitude face à l'avenir est irréaliste dans une économie où ce qui est certain c'est que l'avenir est incertain. Ceci explique d'ailleurs que la préférence pour le présent est très vraisemblablement positive.

Dès lors, il n'est pas étonnant que les tests concernant l'hypothèse d'équivalence néo-ricardienne et celle du revenu permanent-cycle de vie se soient souvent révélés décevants, voire négatifs (voir RAUT et VIRMANI, 1990; CORBO et

SCHMIDT-HEBBEL, 1991). Au regard de la controverse théorique, une solution raisonnable serait d'utiliser des spécifications fonctionnelles tenant compte des trois approches théoriques tout en incluant d'autres paramètres tels que les contraintes de liquidités. Cette démarche est souvent adoptée par certains auteurs dans les études de cas se rapportant aux pays en développement (CORBO et SCHMIDT-HEBBEL, 1991). L'estimation de telles relations permet de tester la pertinence des différentes théories.

### *2.1.2 Déficits budgétaires, investissement public et investissement privé*

Les effets des déficits publics ont été étudiés en détail dans le cas des pays industrialisés. Manifestement, il est tout aussi important pour les responsables de la politique économique des pays en développement de savoir comment l'investissement privé répond aux modifications de politique économique. Cela est important non seulement en termes de stratégie de développement à long terme, mais également dans le cadre des programmes de stabilisation et de restructuration en cours d'exécution dans ces pays.

Pour ce qui est des déficits budgétaires, ils affectent l'investissement privé à travers trois canaux majeurs: l'investissement public, le coût d'usage du capital et le niveau général des prix. Considérons dans un premier temps le cas de l'investissement public. Au-delà de la thèse de l'effet d'éviction systématique de M. FRIEDMAN évoquée plus haut, les relations investissement public-investissement privé renvoient à la question de savoir si les capitaux public et privé sont-ils complémentaires ou substituables. La réponse à cette question reste pour l'essentiel ambiguë, même dans le cas des pays en développement, comme le montrent BLEJER et KHAN, (1984) et KHAN et REINHART (1990).

Ainsi, d'après ASCHAUER (1989), si l'investissement public est effectué dans des domaines où le secteur public est en concurrence avec les entreprises privées, il est très probable qu'il les évince. Si, par contre, l'investissement public est destiné à développer et entretenir les infrastructures publiques et à fournir des services collectifs, il aura vraisemblablement un effet stimulant sur l'investissement privé. Cependant, comme le souligne S. van WIJNBERGER (1989), même dans le cas de

complémentarité entre investissements public et privé, il y a des limites à l'augmentation des dépenses d'investissement publiques. En particulier, les dépenses (ou déficits) publiques doivent être maintenues à leur "niveau finançable" pour ne pas compromettre d'autres objectifs macroéconomiques.

Les deux autres canaux ont trait aux conséquences des modes de financement des déficits budgétaires. Ainsi, le coût d'usage du capital joue à travers le taux d'intérêt réel qui en est une composante (en plus du prix des biens d'investissement et des incitations à investir). Si, pour des raisons institutionnelles, l'État a un accès privilégié au crédit, un accroissement des déficits budgétaires, financé par emprunt, pousserait les taux d'intérêt réels à la hausse lorsque les marchés financiers sont concurrentiels. En cas de répression financière, l'accroissement des déficits publics réduirait les crédits disponibles pour le secteur privé qui se trouve ainsi rationné (comme le soulignent EASTERLY, 1989; GIOVANNINI et DE MELO, 1993). Dans les deux cas, l'investissement privé tendrait à diminuer.

Concernant le canal du niveau général des prix, il serait une conséquence directe de la monétisation des déficits publics et les effets sur l'investissement privé seraient analogues à ceux que l'on retrouve dans le cas de la consommation.

En fait, la plupart des analyses de l'impact des déficits publics sur l'investissement privé reposent sur une classe de modèles de type accélérateur flexible développés par des auteurs comme JORGENSON (1971). Mais comme nous l'avons indiqué plus haut, bon nombre des hypothèses qui sous-tendent ces modèles ne sont pas respectées dans les pays en développement pour des raisons à la fois analytiques et pratiques. Parmi ces raisons, on peut citer d'importants dysfonctionnements des marchés financiers, lorsqu'ils existent, des contraintes financières (en devises ou en crédits bancaires notamment), de sérieux problèmes de données (qui empêchent le test des modèles tels qu'ils sont élaborés par les théoriciens), etc.

Certains auteurs ont essayé, avec plus ou moins de succès, d'incorporer ces caractéristiques des pays en développement dans des modèles d'inspiration

néoclassique (tel est le cas, par exemple, BLEJER et KHAN, 1984). Mais en plus de ces caractéristiques, il faut tenir compte de l'insuffisance des infrastructures publiques dans ces pays. Cette nécessité prend une dimension supplémentaire dans le contexte d'ajustement structurel où l'accent est mis sur la compression de la demande intérieure. Les questions de complémentarité et de substituabilité prennent alors une importance accrue. À ce propos, alors que certaines études tendent à affirmer une complémentarité entre investissement public et investissement privé (R. FAINI, 1994), d'autres concluent plutôt à la substituabilité (MARSHALL et S.-HEBBEL, 1991).

### *2.1.3 Dépenses publiques et croissance économique*

Une autre question importante et controversée est celle du lien, direct ou indirect, entre déficits (ou dépenses) publics et croissance économique. D'après une étude de la Banque Mondiale réalisée en 1992 (citée dans DEVARAJAN et *al.*, 1996), les dépenses des gouvernements des pays en développement étaient en moyenne de 26% du PIB, et ce chiffre aurait augmenté de 8 points de pourcentage durant ces cinquante dernières. Cette situation a suscité l'intérêt des économistes, notamment en ce qui concerne les effets des variables budgétaires (dépenses publiques, fiscalité, déficits publics) sur la croissance économique.

En ce domaine, une contribution importante est celle de ARROW et KURZ (1970) qui développent un modèle où les dépenses publiques (implicitement supposées productives) affectent le taux de croissance transitionnel de l'économie, mais pas le taux de croissance stationnaire. G. SAINT-PAUL (1992), quant à lui, démontre que, dans un modèle de croissance endogène, l'augmentation permanente du déficit des finances publiques réduit le taux de croissance de l'économie. Dans le cas des pays en développement, certaines études empiriques mettent en évidence une relation inverse entre déficits du budget d'État et taux de croissance économique (EASTERLY et S.-HEBBEL, 1995). D'autres études mettent l'accent sur le niveau et la composition des dépenses pour prévoir leur impact sur la croissance (tel que le font DEVARAJAN, V. SWAROOP, et H. ZOU, 1996).

Cependant, avec la multiplication des modèles de croissance endogène, il est largement admis aujourd'hui qu'il existe un lien étroit et positif entre les dépenses publiques d'infrastructures, d'éducation et de santé d'une part, et une croissance économique durable de l'autre (ASCHAUER, 1989; BARRO et SALA-I-MARTIN, 1996; STIGLITZ et GREENWALD, 1993). Cette relation doit tout de même tenir compte de la capacité financière de l'État. En l'occurrence, les déficits publics qui peuvent contribuer à la réalisation de ces dépenses doivent être maintenus à leur niveau "finançable" (comme le souligne van WIJNBERGER, 1989), c'est-à-dire à un niveau qui ne compromet pas cette même croissance à long terme en provoquant des déséquilibres dans d'autres domaines.

Au terme de cet aperçu théorique concernant les liens entre les déficits budgétaires d'une part, l'investissement et la consommation privés et la croissance économique de l'autre, il apparaît clairement qu'on n'est pas en présence de relations déterministes. Un certain nombre de facteurs rendent les résultats finaux ambigus et incertains. Parmi ces facteurs on peut citer la nature et le niveau des dépenses publiques, les structures et l'histoire de l'économie étudiée, ainsi que les instruments d'analyse utilisés. Il convient donc de tenir compte de ces facteurs en adoptant une démarche méthodologique appropriée pour le problème étudié.

## **2.2 Méthodologie**

Nous allons nous appuyer sur la littérature économique dont nous venons de faire une revue pour établir une série d'équations que nous allons, au chapitre suivant, estimer pour tester nos hypothèses de recherche. L'objectif de ce travail est de montrer, au niveau agrégé, les effets des déficits publics sur la consommation et l'investissement privés, et par ricochet sur la croissance économique au MALI entre 1980 et 1996. Nous n'analysons pas, à dessein, d'autres conséquences des déséquilibres des finances publiques concernant, entre autres, l'équilibre extérieur, l'endettement public, le niveau général des prix et les taux d'intérêt réels. De même, nous ne traiterons pas spécifiquement des effets de la politique fiscale sur la consommation, l'investissement et la croissance économique.

La période d'étude choisie, bien qu'étant contrainte par des problèmes de disponibilité de données, couvre l'histoire économique récente du MALI. Elle inclut notamment le début des programmes d'ajustement structurel en 1982, l'adhésion du MALI à l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) en 1984, la crise de la dette et la baisse des cours du coton au milieu des années 1980 et la dévaluation du Franc CFA en 1994. Ces faits ont déjà été plus ou moins évoqués dans les analyses antérieures qui nous avaient permis d'esquisser nos hypothèses de travail. Nous postulons donc essentiellement que:

- H1 le déficit budgétaire stimule la consommation privée,
- H2 le déficit budgétaire évince l'investissement privé,
- H3 la consommation publique stimule la consommation privée,
- H4 l'investissement public stimule l'investissement privé et
- H5 le déficit budgétaire réduit le taux de croissance économique.

En clair, nous recourons à une fonction d'investissement, une fonction de consommation et un ajustement du taux de croissance économique. Compte tenu du contexte macroéconomique précédemment décrit et de la littérature économique ci-dessus exposée, nous allons établir et présenter les fonctions à estimer.

Cependant, avant d'en arriver là, il y a lieu d'évoquer un problème méthodologique et analytique important qui est celui de l'indicateur budgétaire approprié pour l'analyse économique. Avant d'entamer l'analyse économétrique, nous faisons un aperçu des problèmes méthodologiques à propos de la mesure appropriée du déficit public.

### ***2.2.1 Comment mesurer le déficit budgétaire?***

Comme le relèvent BLEJER et CHEASTY (1991), les politiques budgétaires peuvent être appliquées de manière inappropriée à cause des mesures conventionnelles du solde des finances publiques qui mésestiment la vraie contrainte budgétaire du secteur public et donne une image trompeuse de la situation budgétaire dans l'économie. Les mesures correctives du déficit sont nombreuses. On

les définit sur la base des engagements ou base caisse, en termes nominaux ou réels, avant ou après paiements d'intérêts, avec ou sans les dons. On parle également de solde courant, de déficit intérieur ou de solde budgétaire corrigé des fluctuations de l'activité économique; bref, cette liste n'est pas exhaustive. Nous nous limiterons donc à donner de simples définitions des concepts cités et nous nous en tiendrons à un nombre restreint d'indicateurs dans le cadre de notre analyse.

Le déficit dit conventionnel, qui est celui auquel les gouvernements se réfèrent habituellement, peut être corrigé de diverses manières à des fins d'analyse. On oppose parfois le déficit base caisse, qui est la différence entre les recettes et les décaissements effectifs au titre du budget d'État, au déficit sur la base des engagements découlant des ordres d'engagements de dépenses et de perception des recettes. En omettant des opérations telles que les amortissements ou les accumulations d'arriérés de paiement, le déficit base caisse peut sous-évaluer les effets de ces opérations financières de l'État. On peut aussi déflater le solde conventionnel pour en isoler les effets réels. De même, le solde conventionnel peut être corrigé en excluant les paiements d'intérêts dus à des engagements antérieurs à l'exercice budgétaire courant. On parle alors de déficit primaire.

Il est également courant d'estimer le solde budgétaire en excluant ou en prenant en compte les dons pour apprécier la position des finances publiques qui aurait prévalu sans la générosité des donateurs. Si l'exclusion des dons peut fortement détériorer le solde calculé, leur inclusion dans les calculs peut notablement biaiser l'appréciation des efforts réels des autorités publiques pour assainir leur situation financière. Enfin, les concepts de solde courant, de déficit intérieur ou de solde corrigé des fluctuations conjoncturelles visent à isoler respectivement la contribution du secteur public à l'épargne globale (égale à la différence entre recettes et dépenses courantes, à l'exclusion des recettes et des dépenses en capital), l'incidence des opérations budgétaires sur la balance des paiements et la partie endogène des déséquilibres des finances de l'État.

Par rapport à notre sujet, nous suivrons une démarche en deux étapes en ce qui concerne les indicateurs à utiliser. Pour l'analyse de l'impact du solde budgétaire sur la consommation et l'investissement privés, nous utilisons le déficit global, dons compris, sur la base des engagements. Cet indicateur nous semble plus approprié en ce qu'il correspond au déficit effectif en termes d'impact sur la demande globale. Pour ce qui est de l'analyse de l'incidence du déséquilibre des finances publiques sur la croissance économique, nous utilisons les soldes (avant dons et dons inclus) global et primaire en termes réels pour voir la sensibilité des résultats à ses différentes mesures.

Pour en venir à l'analyse des effets des déséquilibres financiers du secteur public sur l'investissement et la consommation privés, et sur la croissance économique, on peut rappeler que la plupart des analyses portant sur les effets des déficits publics sur l'économie se rapportent aux pays industrialisés et ne sont pas directement transposables ici. Plus précisément, un certain nombre d'hypothèses sous-jacentes à ces analyses ne sont pas satisfaites pour les raisons que nous avons citées.

Néanmoins, certains travaux tiennent compte des spécificités des économies en développement. C'est le cas d'une série d'études de cas se rapportant aux pays en développement et effectuées par les chercheurs de la Banque Mondiale sur les questions de complémentarité et de substituabilité entre dépenses publiques et dépenses privées dans un contexte d'ajustement structurel. Ces études sont rassemblées dans "Public Sector Deficits and Macroeconomic Performance" de W. EASTERLY, RODRIGUEZ et S.-HEBBEL (1995). En plus de la prise en compte des spécificités des pays en développement, ces études intègrent dans des modèles d'inspiration néoclassique des variables keynésiennes ainsi que des contraintes financières.

### ***2.2.2 La fonction de consommation privée***

C'est une fonction de consommation d'inspiration néoclassique à laquelle ont été ajoutées des variables keynésiennes et des contraintes financières. Elle a été

utilisée par F. MORANDE et K. S.-HEBBEL (1991) dans le cadre d'une étude de cas portant sur le Zimbabwe. Cependant, nous avons retiré de la fonction initiale un certain nombre de variables explicatives, pour ne conserver que celles qui nous semblent pertinentes et pour lesquelles nous disposons de données sur l'ensemble de la période d'étude. La fonction que nous avons retenue se présente ainsi:

$$(2.1) \quad \frac{C_{pt}}{YD_t} = \delta_0 + \delta_1 \frac{DB_t}{YD_t} + \delta_2 \frac{SX_t}{YD_t} + \delta_3 \frac{C_{pubt}}{YD_t} + \delta_4 TDR_t + \delta_5 D_{Yt} + \eta_t$$

avec  $C_p$  : consommation privée,  
 $YD$  : revenu disponible,  
 $DB$  : déficit budgétaire,  
 $TDR$  : taux d'intérêt réel sur dépôts,  
 $D_y$  : déflateur du PIB,  
 $SX$  : épargne extérieure,  
 $C_{pub}$  : consommation publique,  
 $\eta$  : terme d'erreur,  
 $t$  désigne le temps.

Nous normalisons les séries afin d'avoir les variables en nombres relatifs et d'éliminer ainsi les problèmes d'unités de mesure. La notion de consommation privée se réfère à la consommation finale des ménages telle qu'elle apparaît dans les *Comptes Économiques du MALI*<sup>8</sup>.

Dans l'équation (1),  $\delta_0$ , tout en représentant la constante de la régression, nous permet de tester l'hypothèse keynésienne du revenu disponible courant,  $YD$ , du fait de la normalisation ( $\delta_0[YD/YD] = \delta_0$ ). C'est le cas  $\delta_0 > 0$ . Le revenu disponible qui est utilisé pour normaliser les séries est estimé par la différence entre le PIB et les recettes fiscales de l'année considérée<sup>9</sup>.

L'utilisation du déficit budgétaire nous permet de tester l'hypothèse de l'effet d'éviction qui dit que l'accroissement du déficit public se fait au détriment de la consommation privée. Nos hypothèses suggèrent que le ratio du déficit budgétaire

<sup>8</sup> Les *Comptes Économiques du MALI* sont une publication annuelle de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique.

<sup>9</sup>Certaines composantes des recettes fiscales, telles que la taxe sur les exportations, devraient être exclues des calculs du fait qu'elles n'influent pas directement sur le revenu disponible. Mais vue la faible importance de ce type de taxes (la taxe à l'exportation a été supprimée il y a quelques années), leur inclusion dans les calculs n'a pas d'effet notable sur les résultats.

sur le revenu disponible,  $DB/YD$ , devrait plutôt stimuler la consommation privée. D'où, une relation croissante attendue entre la consommation privée et cette variable ( $\delta_1 > 0$ ). La valeur de ce coefficient représente en fait l'effet multiplicateur du déficit budgétaire sur la consommation privée. Les chiffres des déficits budgétaires correspondent aux déficits des administrations publiques consolidées.

En ce qui concerne la prise en compte de la consommation publique, elle devrait nous permettre de vérifier si oui ou non celle-ci évince la consommation privée. La consommation publique renvoie en fait au coût de production des services publics non marchands. Habituellement, le signe du coefficient de la consommation publique est indéterminé. Si les services publics non marchands viennent en complément à la consommation privée, ils peuvent la stimuler.

Cependant, la fourniture efficace de services publics non marchands, en matière d'éducation et de santé publique, par exemple, peut éviter aux ménages de payer pour disposer des mêmes services. Dans ce cas, l'augmentation de telles dépenses de consommation publique peut réduire la consommation privée. Mais compte tenu de l'insuffisance notoire de ces services (voir section 1.1.1), nous postulons que (le ratio de) la consommation publique,  $C_{pub}/YD$ , ne se substitue pas à la consommation privée. D'où, nous attendons une relation croissante entre les deux composantes de la consommation globale ( $\delta_3 > 0$ ).

Pour ce qui est de l'épargne extérieure, prise comme contrainte de liquidités, compte tenu de l'importance des transferts unilatéraux (plus de 17% du PIB en 1995), nous attendons que l'opposé de l'épargne extérieure,  $SX$  (les importations moins les exportations) stimule la consommation privée. D'où nous devons avoir  $\delta_2 > 0$ . L'inclusion du taux d'intérêt réel (sur dépôts),  $TDR$ , permet la prise en compte de l'éventuel arbitrage entre consommation et épargne par les ménages. Nous attendons une relation inverse entre ce taux et la variable expliquée ( $\delta_4 < 0$ ). Le taux d'intérêt réel est estimé par le taux d'intérêt nominal tiré des données de la Direction Nationale du Plan<sup>10</sup> multiplié par déflateur du PIB.

<sup>10</sup>Données des Fiches annuelles: Situation monétaire.

Enfin, nous incluons le taux d'inflation,  $D_y$ , pour mesurer la sensibilité de la consommation privée par rapport à la variation du niveau des prix dans l'économie que nous estimons par le déflateur du PIB, à défaut de pouvoir disposer de l'indice des prix à la consommation sur l'ensemble de la période d'étude. Nous attendons une relation décroissante entre cette variable explicative et la consommation privée ( $\delta_5 < 0$ ).

### 2.2.3 La fonction d'investissement privé

Elle provient d'une fonction d'investissement utilisée par K. S.-HEBBEL et MÜLLER (1992) dans une étude de cas portant sur le Maroc. C'est une fonction de type accélérateur flexible intégrant certaines spécificités des économies en développement. Ses arguments sont: le produit anticipé, les variables de coût (taux d'intérêt réel (sur les prêts), impôts sur le bénéfice industriel et commercial), les contraintes financières (crédits à l'économie et épargne extérieure) et les variables de politique budgétaire (déficit public et investissement public). Ici également, nous normaliserons les séries pour avoir les variables en valeurs relatives. La fonction retenue se présente ainsi:

$$(2.2) \quad \frac{I_{pt}}{Y_t} = \beta_0 + \beta_1 \frac{Y^a}{Y_t} + \beta_2 i_r t + \beta_3 \frac{DBt}{Y_t} + \beta_4 \frac{BICt}{Y_t} + \beta_5 \frac{I_{pubt}}{Y_t} + \beta_6 \frac{CEt}{Y_t} + \beta_7 \frac{SXt}{Y_t} + \xi_t$$

avec  $I_p$  : investissement privé ( formation brute de capital fixe privée),

$Y$  : produit intérieur brut,

$Y^a$  : produit anticipé mesuré par le PIB de la période précédente augmenté du taux de croissance annuel moyen des cinq années antérieures,

$i_r$  : taux d'intérêt (sur prêts) réel,

$DB$  : déficit budgétaire en termes réels,

$BIC$  : impôt sur les sociétés en termes réels,

$I_{pub,t-1}$  : investissement public,

$SX$  : épargne extérieure,

$CE$  : crédits à l'économie,

$\xi$  : terme d'erreur de la régression,

$t$  désigne le temps.

Nous estimons le produit anticipé,  $Y^a$ , par le PIB de la période antérieure augmenté du taux de croissance annuel moyen du PIB sur les cinq périodes

antérieures. C'est une démarche assez simple. Mais elle tient compte des difficultés tenant à la non disponibilité de certaines données, ainsi qu'à la pertinence douteuse de certains concepts (les anticipations rationnelles, par exemple).

En effet, une meilleure estimation du PIB anticipé devrait être basée sur une fonction de production (avec au moins les deux facteurs travail et capital) ainsi que sur des éléments tels que le niveau général des prix, le stock de monnaie et d'autres facteurs environnementaux. Malheureusement, certains éléments d'information importants à ce niveau ne sont pas disponibles pour le MALI. D'ailleurs, le taux de croissance annuel moyen des périodes précédentes apparaît comme un résumé de ces multiples facteurs environnementaux qui déterminent les anticipations. On s'attend à un effet positif du produit anticipé sur l'investissement privé ( $\beta_1 > 0$ ).

Pour ce qui est des variables de coût (taux d'intérêt réel sur les prêts,  $i_r$ , et impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux, BIC), elles affectent la rentabilité des projets d'investissement et devraient avoir un effet négatif sur l'investissement privé. On devrait donc avoir  $\beta_4 < 0$  pour l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et  $\beta_2 < 0$  pour le taux d'intérêt.

Quant aux contraintes financières (crédits à l'économie, CE, et épargne extérieure, SX), leur relâchement est censé avoir un effet stimulant sur l'investissement privé. Au MALI, l'accès au crédit pour les entreprises est une question sensible. La structure et le statut de la majorité des petites et moyennes entreprises opérant dans l'informel font qu'elles ont très difficilement accès au crédit bancaire. Ce dernier reste pourtant la principale source de financement à la disposition des entreprises, en dehors de l'autofinancement, au MALI. D'où, un relâchement de la contrainte de crédits devrait stimuler l'investissement privé ( $\beta_6 > 0$ ).

Pour ce qui est de la variable  $SX/Y$  dans l'équation (2.2), elle devrait avoir un effet positif sur l'investissement privé. En effet, vu la faiblesse du taux d'épargne intérieure, souvent négatif d'ailleurs, les afflux de capitaux extérieurs devraient jouer un rôle important au niveau de l'investissement. Nous estimons l'épargne extérieure à

partir de la différence entre les exportations et les importations de biens et services. Puisque cette différence est toujours négative sur la période et pour avoir des nombres positifs, nous prenons l'opposé de cette grandeur dans les calculs et qui correspond à la variable  $SX$  (rapportée au PIB). De ce fait, un coefficient positif (que nous attendons) pour cette variable signifierait que les afflux de capitaux extérieurs influent positivement sur l'investissement privé ( $\beta_7 > 0$ ).

Enfin, les variables d'impact de la politique budgétaire -le déficit budgétaire et l'investissement public- devraient nous permettre de tester les hypothèses d'éviction ou de complémentarité entre l'investissement privé et ces variables explicatives. L'impact du déficit budgétaire devrait nous permettre de voir l'effet direct de la politique budgétaire sur les financements disponibles pour le secteur privé. Cet effet devrait passer par le marché du crédit et par les effets des arriérés de paiement intérieurs sur la capacité financière des entreprises locales.

L'effet présumé de l'investissement public quant à lui, nous indiquerait l'effet indirect de la politique budgétaire sur l'investissement privé. Compte tenu de nos hypothèses, que nous avons justifiées plus haut (en ce qui concerne la composition du déficit budgétaire à la section 1.3.1), nous attendons une relation décroissante entre le déficit budgétaire,  $DB$ , et l'investissement privé (c'est le cas  $\beta_3 < 0$ ) d'une part, et une relation croissante entre investissement public,  $I_{pub}$ , et privé de l'autre, soit  $\beta_5 > 0$ . Le concept d'investissement (privé ou public) désigne la formation brute de capital fixe totale (des entreprises privées ou du secteur public), ainsi que les acquisitions de biens immobiliers par les ménages.

#### ***2.2.4 Impact sur la croissance économique***

Les effets de la politique budgétaire sur l'activité économique sont analysés généralement à l'aide de modèles de croissance endogène. Dans ces modèles, les variables de politique économique sont considérées comme ayant des effets réels sur d'autres variables économiques. Pour montrer ces effets, certains auteurs estiment une fonction de production de type Cobb-Douglas linéarisée et enrichie de variables de politique économique (voir HAQUE et MONTIEL, 1991; MORANDE et S.-HEBBEL,

1991). On peut aussi choisir, comme le fait R. FAINI (1991), une démarche indirecte consistant à estimer l'impact des variables budgétaires sur les déterminants du taux de croissance du PIB, puis régresser ces variables sur ce même taux de croissance.

Il existe une autre démarche, plutôt économétrique, consistant à régresser directement les variables de politique économique sur le taux de croissance du PIB (voir BARRO et SALA-I-MARTIN, 1996). REINHART et KAHN (1990), analysant l'impact de l'investissement privé (et de l'investissement public) sur la croissance économique dans les pays en développement, utilisent une fonction de la forme :

$$(2.3) \quad y = Af(K, L, Z)$$

où  $y$  est le niveau du produit,  $K$  est le stock de capital,  $L$  désigne la force de travail et  $Z$  est un vecteur incluant d'autres facteurs qui influent sur le produit. La variable  $A$  qui mesure la productivité globale est supposée croître à un taux exogène constant. Nous partons de cette fonction, mais nous allons y introduire quelques modifications pour l'adapter à nos préoccupations. D'abord, compte tenu de l'absence de statistiques fiables sur le marché du travail au MALI, nous allons exclure la variable  $L$ . Il s'agit d'une simplification importante, que nous préférons néanmoins à la démarche alternative consistant à utiliser la population totale (ou son taux de croissance) pour estimer cette variable.

Bien qu'il existe indéniablement un lien entre les deux agrégats, l'un ne saurait remplacer l'autre (voir, à ce sujet, REINHART et KHAN, 1990). Ensuite, à la différence de REINHART et KHAN, nous incluons les variables budgétaires (déficits et consommation publique) plutôt que les importations ou les exportations dans le facteur  $Z$ . Enfin, si nous remplaçons le produit par son taux de croissance, le stock de capital par l'investissement et si nous postulons une forme Cobb-Douglas pour la fonction, nous obtenons:

$$(2.4) \quad g_t = A_t I_t^\alpha Z_t^\alpha$$

où  $g$  est le taux de croissance du PIB,  $I$  désigne l'investissement total (formation brute de capital fixe) et  $t$  désigne le temps.

Comme dans la fonction de ces deux auteurs, nous scindons l'investissement global en deux composantes, publique et privée. De plus, si nous linéarisons la fonction ainsi obtenue, cela donne:

$$(2.5) \quad \ln g_t = \alpha_0 + \alpha_1 \ln I_{p,t} + \alpha_2 \ln I_{pub,t} + \alpha_3 \ln Z_t + \xi_t, \quad i=1, 2.$$

où  $I_p$  représente l'investissement privé,  $I_{pub}$ , l'investissement public et  $\xi$  le terme d'erreur de l'équation.

Par ailleurs, compte tenu de l'évolution erratique du PIB au MALI (où le taux de croissance du PIB est, par exemple, passé de 8,5% en 1992 à -4,4% en 1993) que nous prenons comme indicateur de la croissance économique, et d'un certain délai de transmission effective des effets des variables budgétaires, nous ajoutons deux modifications supplémentaires. Nous prenons une moyenne mobile de 6 périodes de la variable expliquée (le taux de croissance du PIB à partir de 1980) et nous prenons les valeurs retardées d'une période des variables explicatives. Ces modifications nous donnent la fonction suivante:

$$(2.6) \quad \ln g_{t,t+5} = \alpha_0 + \alpha_1 \ln I_{p,t-1} + \alpha_2 \ln I_{pub,t-1} + \alpha_3 \ln C_{pub,t-1} + \alpha_4 \ln DB_{t-1} + \xi_t$$

avec  $g$ : taux de croissance du PIB,

$I_{p,t-1}$ : investissement privé de la période  $t-1$ ,

$I_{pub,t-1}$ : investissement public de la période  $t-1$ ,

$DB_{t-1}$ : déficit budgétaire de la période  $t-1$ ,

$C_{pub,t-1}$ : consommation publique de la période  $t-1$ ,

$\xi$ : terme d'erreur de la régression,

$t$  désigne l'année courante et  $\ln$  le logarithme népérien.

Enfin, concernant la mesure du déficit, nous utiliserons successivement le déficit global, le déficit global dons non compris, le déficit primaire et le déficit primaire dons non compris pour voir la sensibilité des résultats au choix de l'indicateur budgétaire. On devrait avoir, d'après nos hypothèses  $\alpha_1 > 0$ ,  $\alpha_2 > 0$ ,  $\alpha_3 < 0$  et  $\alpha_4 < 0$ .

*Chapitre 3:*  
**ANALYSE QUANTITATIVE ET IMPLICATIONS DE  
 POLITIQUE ÉCONOMIQUE**

Après la description du contexte macroéconomique de notre sujet et après l'avoir situé dans la littérature économique, nous avons présenté et justifié nos outils d'analyse et nos hypothèses de travail aux chapitres précédents. La dernière étape de notre travail consiste, à présent, à procéder à une analyse empirique pour le test de nos hypothèses. Nous allons donc estimer les équations présentées dans les sections précédentes (chapitre 2), en interpréter les résultats, puis en tirer les implications en termes de politique économique. Les chiffres utilisés dans les estimations sont des données annuelles sur la période 1980-1996. Il s'agit pour la plupart de ratios (voir méthodologie plus haut pour plus de précision).

### **3.1 Estimations et interprétations**

Les estimations sont faites à l'aide de la méthode des moindres carrés ordinaires. Nous allons estimer, le cas échéant, plusieurs variantes des équations initiales pour mettre en évidence nos conclusions. Les définitions des variables sont données plus haut aux paragraphes 2.2.2, 2.2.3 et 2.2.4.

#### ***3.1.1 Déficits budgétaires et consommation privée***

L'estimation de la fonction spécifiée nous permet d'obtenir directement les principaux résultats que nous recherchons (équation 3.1a ci-dessous). Les résultats sont présentés plus bas dans le tableau 3.1. On constate que la constante, qui sert en même temps à tester l'hypothèse keynésienne du revenu disponible courant (voir méthodologie plus haut), est statistiquement significative et apparaît avec le signe

attendu. Ensuite le coefficient de la variable  $db_a$  (ratio du déficit budgétaire sur le revenu disponible) est quantitativement important et statistiquement significatif, de même que celui de la consommation publique (sur le revenu disponible),  $cpub_a$ .

Cependant, alors que la variable  $db_a$  porte le signe attendu,  $cpub_a$  apparaît avec le signe opposé de celui que nous attendions. Cette variable, dont le coefficient n'est significatif qu'au seuil de 9%, semble négativement reliée à la consommation privée,  $cp$  (qui désigne dans ce chapitre le ratio de la consommation privée sur le revenu disponible), contrairement à ce que nous postulions dans les analyses précédentes.

**Tableau 3.1: Résultats des estimations de la fonction de consommation privée.**

<b>(3.1a)</b>					
$cp = 0,800 + 3,526*db_a + 0,003*D_Y - 1,011*TDR - 2,73*cpub_a + 0,545*sx$					
(3,31)	(3,37)	(3,84)	(-0,78)	(-1,87)	(1,42)
R <sup>2</sup> = 0,78    Erreur-type de régression: 0,05    Durbin-Watson: 1,88					
<b>(3.1b)</b>					
$cp = 0,432 + 2,804*db_a + 0,003*D_Y + 0,517*bm - 0,153*TDR$					
(2,48)	(4,61)	(2,97)	(1,13)	(-0,10)	
R <sup>2</sup> = 0,75    Erreur-type de régression: 0,05    Durbin-Watson: 1,64					

Note: Les nombres entre parenthèses sont les valeurs de la statistique de Student pour les différents coefficients. Les variables  $cp$ ,  $db_a$ ,  $cpub_a$ ,  $sx$  et  $bm$  désignent respectivement les ratios de la consommation privée, du déficit budgétaire global, de la consommation publique, de l'épargne extérieure et de la base monétaire sur le revenu disponible. La définition des autres variables est donnée plus haut à la section 2.2.2.

Pour ce qui est du taux d'inflation (estimé par le déflateur du PIB), même si le coefficient est quantitativement faible, il est très significatif et apparaît avec l'opposé du signe attendu. Enfin, on constate que les coefficients de la variable  $sx$  et du taux d'intérêt sur les dépôts ( $TDR$ ) ne sont pas significatifs. Concernant la vérification de l'hypothèse keynésienne de la consommation, c'est un résultat assez courant dans les études de fonction de consommation se rapportant aux pays en développement (voir, par exemple, RAUT et VIRMANI, 1990; EASTERLY et S-HEBBEL, 1995). L'important rôle joué par le revenu disponible courant ressemble à une relation structurelle. En effet, la place marginale tenue par les marchés de crédits à la consommation dans l'économie malienne représente une contrainte pour les ménages qui doivent ainsi

compter essentiellement sur leurs revenus courants dans leur décision de consommation<sup>11</sup>.

En fait, en dehors de la thésaurisation, l'achat-vente d'actifs physiques en vue d'amortir les fluctuations du revenu disponible courant semble constituer le seul substitut à un marché de crédits à la consommation fiable. Cependant, on conviendra que de tels procédés n'ont pas la flexibilité d'un marché de crédits efficace, et n'en constituent donc qu'un substitut très imparfait.

Une raison en est que l'achat-vente d'actifs physiques s'accompagne généralement de pertes en capital, surtout en présence de l'urgence, en plus du délai plus ou moins long de réalisation de ces actifs. Dans une telle situation, il apparaît normal que le taux d'intérêt sur les dépôts à vue, que nous avons introduit pour tenir compte d'un éventuel arbitrage entre consommation présente et future, n'ait pas d'impact significatif sur la consommation privée. Vu la distance gardée par le ménage moyen à l'égard des institutions financières classiques en matière d'épargne et le rôle marginal des crédits à la consommation, le taux d'intérêt sur les dépôts à vue ne peut jouer qu'un rôle marginal dans le profil de la consommation.

En ce qui concerne le déflateur du PIB, sa faible importance quantitative peut se comprendre aisément dans le contexte malien. Sur la période d'étude, le pays s'est caractérisé par une faible augmentation du niveau des prix (avec parfois des années de déflation, comme, par exemple en 1992 et 1993 où l'indice des prix à la consommation a diminué, respectivement de 6,2% et 0,2%), à l'exception de 1994 et 1995 du fait de la dévaluation du FCFA. De ce fait, même si les ménages tiennent compte de l'évolution des prix, celle-ci ne jouera pas un rôle important dans leur prise de décision en matière de consommation.

Le signe positif de ce coefficient peut s'expliquer par un comportement d'anticipation statique. Si les consommateurs anticipent que le niveau des prix sera à peu près le même, ou un peu plus élevé pendant la période suivante, ils ne devraient

---

<sup>11</sup> Certaines banques de la place n'accordent pratiquement pas de crédits à la consommation.

pas réduire leur consommation suite à une hausse des prix courants. Compte tenu du contexte de faible inflation, les hausses de prix pourraient être considérées comme passagères, donc ne justifiant pas un changement notable de comportement de la part des ménages. À la limite, les ménages relativement aisés pourraient effectuer des achats anticipés, compte tenu de la marge d'incertitude qui subsiste. De plus, malgré l'absence de contrôle des prix, on peut remarquer, à titre d'exemple, qu'aux lendemains de la dévaluation de la monnaie, la hausse des prix, mesurée par l'indice des prix à la consommation, a été moins forte au MALI que dans beaucoup d'autres pays africains membres de la Zone franc (26% au MALI contre 33% dans l'ensemble des pays africains membres de la Zone franc en 1994)<sup>12</sup>.

En revanche, ce qui semble quelque peu surprenant, c'est que l'épargne extérieure n'exerce aucune influence significative sur la consommation privée. En effet, une idée répandue consiste à dire que les transferts unilatéraux provenant des travailleurs maliens expatriés constituent une source importante de revenu pour leurs familles restées au pays (voir section 1.3). Mais notre analyse ne permet ni d'infirmer, ni de confirmer cette hypothèse. Cependant, cet état de fait pourrait être dû à des problèmes de mesure de cette variable. Le déficit commercial peut ne pas être une mesure correcte de ce phénomène. Une étude plus spécifique, qui dépasse le cadre de notre analyse, pourrait permettre d'élucider cette énigme.

Pour en venir à nos principales variables explicatives -les ratios du déficit budgétaire et de la consommation publique sur le revenu disponible-, on peut dire que les résultats à ce niveau sont intéressants. Conformément à ce que nous attendions, la variable  $db_a$  est fortement, significativement et positivement relié à la consommation privée. Il apparaît ainsi que chaque franc supplémentaire de déficit budgétaire se traduit par plus de 3,5 francs supplémentaires de consommation privée.

Cet important effet multiplicateur du déficit budgétaire est aussi dû à l'inclusion dans la fonction estimée de la consommation publique ( $cpub_a$ ) qui est corrélée avec le déficit budgétaire. La régression sans  $cpub_a$  permet d'avoir un effet

---

<sup>12</sup> Source: Données de la Banque Mondiale.

multiplicateur plus modeste du solde des finances publiques (équation 3.1b)<sup>13</sup>. Néanmoins, il reste que chaque franc supplémentaire de déficit du budget d'État au cours d'une année donnée se traduit par plus de 2,8 francs supplémentaires de consommation privée au cours de la même année. La principale explication à cette situation est donnée par les inefficacités dans l'allocation des ressources publiques ayant prévalu jusque dans les années 1980 et qui n'ont été que partiellement corrigées par la suite.

En fait, comme nous l'avons indiqué plus haut (paragraphe 1.1.1 au premier chapitre), l'importance exagérée des dépenses de personnel était une caractéristique essentielle des finances publiques maliennes. Les effectifs pléthoriques prévalaient non seulement dans l'administration centrale mais aussi dans les entreprises publiques. Il en résultait souvent d'importants retards dans le paiement des salaires, notamment vers la fin des années 1980. Dès lors, il devient évident que ces versements de salaires puissent avoir une influence suffisamment importante sur la consommation privée pour expliquer l'importance et le signe du coefficient de  $db_a$ .

Quant à la consommation publique, le signe de son coefficient qui n'est significatif qu'au seuil de 9%, est quelque peu surprenant. Le signe de ce coefficient est d'autant plus curieux que la consommation publique correspond aux coûts de production des services publics non marchands, c'est-à-dire incluant les consommations intermédiaires et la rémunération du personnel. Or nous venons de voir que le niveau élevé des dépenses de personnel était la principale explication de la forte corrélation entre le déficit budgétaire et la consommation privée. D'ailleurs, sur l'ensemble de la période, les dépenses de personnel ont représenté près de 55% de la consommation publique<sup>14</sup>. Mais il faut remarquer que cette tendance masque quelques évolutions intéressantes.

En effet, cette tendance est fortement influencée par la place prépondérante des dépenses de personnel dans la consommation publique (près de 68%) durant les sept

<sup>13</sup> Nous incluons également dans la deuxième spécification de la fonction de consommation privée la base monétaire pour voir l'impact de cette contrainte de liquidités sur la variable expliquée.

<sup>14</sup> Source: Ces chiffres sont calculés à partir de données des Comptes Économiques du MALI.

premières années de la période d'étude. À partir de 1991, cependant, cette tendance s'est inversée au profit des consommations intermédiaires qui correspondaient alors à 58,1% de la consommation publique durant les six dernières années de la période d'étude.

Si l'on ajoute à cela l'augmentation de près de 8 points de pourcentage (de 16,8 à 22,3%) du rapport de la consommation publique à la consommation privée des six dernières années par rapport aux six premières de la période, on peut comprendre qu'il puisse y avoir un début de concurrence entre le secteur public et les ménages dans l'utilisation des biens et services. Dans ce cas, une augmentation de la consommation publique peut avoir un effet négatif sur la consommation privée. Cette évolution semble être l'explication la plus plausible du signe et de la faible significativité du coefficient de  $cpub_a$  résultant de l'estimation de l'équation (2.1) du paragraphe 2.2.2.

Il est également probable, cependant, que cette situation soit en partie imputable à des inefficacités dans la fourniture des services publics non marchands et/ou à un mauvais ciblage de ces services. C'est notamment ce qui est souligné dans le cadre des PAS par les institutions de Bretton Woods (voir par exemple Public Expenditure Review , MALI, Report no. 13086 MLI de la Banque Mondiale dont les références complètes sont indiquées en bibliographie). Cet effet d'éviction de la consommation publique atténue l'effet multiplicateur du solde budgétaire et permet de le ramener à des proportions plus acceptables. La régression sans la consommation publique permet de vérifier cela: le coefficient du déficit budgétaire passe alors de 3,5 à 2,8 (voir équation 3.1b plus haut).

Nous pouvons donc retenir que le revenu disponible courant et le déficit budgétaire sont, d'après nos estimations, les principales variables qui ont stimulé la consommation privée au MALI, entre 1980 et 1996. En revanche, l'évolution de la consommation publique, surtout dans les six dernières années s'est faite au détriment de la consommation privée et semble donc l'avoir évincée. De plus, l'évolution des prix, bien que statistiquement significative, n'a pas joué de rôle quantitativement

important dans les décisions de consommation des ménages au MALI entre 1980 et 1996. Enfin, notre spécification n'a pas permis de mettre en évidence un rôle significatif de l'épargne extérieure, du taux d'intérêt sur les dépôts et de la base monétaire.

### 3.1.2 Déficits budgétaires et investissement privé

L'estimation de la fonction d'investissement privé telle que nous l'avons spécifiée ne donne pas de résultats satisfaisants. Ceci nous a conduit à retirer l'épargne extérieure de la fonction et à estimer deux spécifications linéaires alternatives de l'équation (2.2) du paragraphe 2.2.3. La première spécification se distingue de la seconde essentiellement par la substitution du taux d'intérêt réel sur les prêts à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, les deux variables de coût de la fonction initiale (La seconde comprend également la consommation publique pour des raisons que nous indiquerons plus loin.). La présence des deux variables de coût dans la même fonction crée un problème de multicolinéarité qui affecte la qualité de l'ajustement de la fonction dans son ensemble. Les résultats en sont présentés plus bas dans le tableau 3.2.

**Tableau 3.2: Résultats des estimations linéaires de la fonction d'investissement (équation 2.2)**

(3.2a)	$ip = -0,029 + 0,150*y^a - 1,259*db + 0,721*ipub - 4,111*bic + 0,358*ce$					
	(-0,37)	(2,09)	(-6,20)	(2,57)	(-2,44)	(3,46)
R <sup>2</sup> ajusté = 0,84 Statistique de Durbin-Watson: 1,98 Erreur-type de regression: 0,01						
(3.2b)	$ip = -0,115 + 0,171*y^a - 0,859*db + 1,093*ipub + 0,231*ce + 0,449*i_r - 0,327*cpub$					
	(-1,31)	(2,27)	(-2,23)	(3,06)	(2,07)	(2,47) (-0,63)
R <sup>2</sup> ajusté = 0,84 Statistique de Durbin-Watson : 1,93 Erreur-type de régression : 0,01						

Note: Les nombres entre parenthèses en dessous des coefficients sont les valeurs de la statistique de Student pour les variables concernées. Les variables *ip*, *y<sup>a</sup>*, *db*, *ipub*, *cpub*, *bic* et *ce* désignent respectivement les ratios de l'investissement privé, du produit anticipé, du déficit budgétaire global, de l'investissement public, de la consommation publique, de l'impôt sur le bénéfice industriel et commerciaux et des crédits à l'économie sur le PIB. La variable *i<sub>r</sub>* désigne le taux d'intérêt sur les prêts corrigé par le déflateur du PIB.

Cependant, ce qui est important à relever, c'est que nos principales variables explicatives restent significatives dans les deux spécifications retenues. Il apparaît ainsi que le coefficient de la variable *bic* ( ratio de l'impôt sur les bénéfices industriels

et commerciaux sur le PIB) est significatif et porte le signe attendu (équation 3.2a du tableau 3.2), alors que le taux d'intérêt réel,  $i_r$ , n'est pas significatif. Ainsi, malgré la forte évasion fiscale souvent évoquée par les responsables de l'administration fiscale, la fiscalité a pesé de manière importante sur l'investissement privé au MALI entre 1980 et 1996.

Pour ce qui est du taux d'intérêt réel, le signe et la non significativité de son coefficient sont difficiles à interpréter. En effet, à part l'autofinancement, les crédits bancaires constituent pratiquement la seule source de financement courante pour les entreprises privées, compte tenu de l'absence de marché de capitaux.

Il faut tout de même rappeler que l'accès des producteurs privés à ces crédits bancaires est relativement restreint du fait de la structure et de la nature informelle de leurs unités de production. Dans un tel contexte, le taux d'intérêt bancaire sur les prêts peut ne pas avoir d'influence décisive sur les décisions privées d'investissement. Cela semble être une explication acceptable du fait que le coefficient de cette variable ne soit pas significatif. Pourtant, la seconde spécification nous montre que la contrainte de crédits,  $ce$ , a un impact significatif sur l'investissement privé. En effet, un relâchement de la contrainte de crédits influence positivement l'investissement privé, ce qui est, somme toute, logique. D'où, la forte présence de l'État sur le marché du crédit dans la première moitié des années 1980 a pu restreindre l'investissement privé en accentuant cette contrainte de crédits au niveau des entreprises privées.

En ce qui concerne le produit anticipé,  $y^a$ , dont la méthode d'estimation a été expliquée dans le chapitre précédent (section 2.2.3), on peut noter qu'il est positivement relié à l'investissement privé, comme prévu. En fait, il s'agit là d'un résultat parfaitement logique. Si les entrepreneurs attendent un surplus d'activité à la période prochaine, ils accroîtront leurs dépenses d'investissement pour y faire face. Ceci semble probable non seulement dans les secteurs de l'industrie et des services que dans le secteur agricole. On peut admettre aisément que les agriculteurs essaient de produire pendant la campagne suivante au moins autant que pendant les campagnes précédentes si l'environnement est favorable, ou moins dans le cas

contraire. Dès lors, l'importance statistique et le signe du coefficient de cette variable apparaissent parfaitement justifiés.

Pour en venir à nos deux variables de politique budgétaire, on peut commencer par remarquer que leurs coefficients respectifs sont tous deux significatifs et portent également les signes attendus. La variable **db** (déficit budgétaire en parts du PIB) évince significativement et de manière importante l'investissement privé, **ip**. La réduction de l'investissement privé est de l'ordre 0,86 à 1,26 franc pour chaque franc supplémentaire de déficit budgétaire au cours de la même année.

Il faut ajouter qu'il s'agit là d'un résultat particulièrement robuste. Dans d'autres spécifications, que nous n'avons pas retenues pour des raisons de simplicité, le coefficient du déficit budgétaire demeure élevé et très significatif au seuil de 0%. Ce résultat vient donc consolider celui obtenu dans le cas de la fonction de consommation privée ou le déficit budgétaire stimulait fortement cette dernière (voir équations 3.1a et 3.1b).

Cet important effet d'éviction des déséquilibres des finances publiques passe certainement par le marché du crédit. Même si la politique budgétaire n'a pas d'impact notable sur les taux d'intérêt du fait de la faiblesse de son financement privé intérieur, la disponibilité des ressources financières peut être affectée. La politique du crédit dans les années 1980 était très favorable au secteur public qu'aux entreprises. Ceci pourrait d'ailleurs expliquer que la contrainte de crédits soit très significative pour les décisions privées d'investissement. De ce fait, une politique budgétaire laxiste pourrait exacerber les effets néfastes du rationnement du crédit pour le secteur privé.

En plus, la composition des dépenses publiques pourrait fournir aussi une explication à ce résultat. Si les salaires et les autres dépenses courantes représentent une charge publique assez importante, il est logique qu'ils stimulent davantage la consommation que l'investissement privés. Mais la robustesse et la netteté de la relation appellent des explications supplémentaires. Dans ce cadre, nous avons

intégré la production de services publics non marchands (consommation publique) dans la fonction d'investissement privé pour voir le rôle de cette catégorie de dépenses publiques sur l'investissement privé.

Malheureusement, la spécification linéaire ne nous a pas permis de mettre en évidence l'impact de la consommation publique (voir équation 3.2b plus haut). On peut rappeler que l'effet de la consommation publique sur l'investissement privé dépend de la nature de cette dernière et surtout de l'efficacité avec laquelle l'État fournit ses services aux usagers (ici les producteurs). Pour y voir plus clair, nous avons estimé plusieurs approximations log-linéaires de la fonction initiale en y ajoutant la consommation publique.

Les résultats obtenus à ce niveau sont édifiants (voir équations 3.3a et 3.3b plus bas). Non seulement nos résultats précédents sont confirmés, mais surtout l'impact de la consommation publique et de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux apparaît clairement.

Pour ce qui est de l'impôt sur les bénéfices, il est confirmé que la variable **bic** a exercé un effet négatif significatif sur **ip** au MALI entre 1980 et 1996. C'est dire que malgré l'évasion fiscale souvent avancée par les autorités de l'administration fiscale, la fiscalité est un facteur de coût important pour les producteurs. Ce résultat apporte une justification empirique aux mesures d'allègement de cette catégorie d'impôt entreprises par le Gouvernement dans le cadre de la création d'un environnement favorable pour le développement du secteur privé. C'est ainsi que le taux de l'impôt sur le bénéfice est passé de 45 à 35% pour les grandes entreprises et à 25% pour les petites et moyennes entreprises.

Cependant, ce qui est encore plus intéressant, c'est la mise en évidence du véritable rôle de la consommation publique. Bien que l'effet d'éviction exercé sur l'investissement privé par la consommation publique est quantitativement plus important que celui du solde global, le test d'égalité des coefficients de Wald montre

que l'hypothèse nulle ne peut être rejetée. Ce qui exacerbe l'impact négatif de la politique budgétaire dû au déficit.

**Tableau 3.3: Résultats des estimations de l'approximation log-linéaire de l'équation (2.2).**

$(3.3a) \ln ip = -8,08 + 1,969 \ln y^a + 0,794 \ln ipub - 1,054 \ln cpub - 0,256 \ln db$						
	(-4,84)	(4,20)	(13,68)	(-2,73)	(-2,95)	
$-0,382 \ln bic + 0,541 \ln ce + 0,020 \ln(i_r)$						
	(-2,97)	(3,47)	(0,13)			
R <sup>2</sup> ajusté = 0,96 Erreur-type de régression: 0,09 Durbin-Watson: 2,28 Fisher: 60,88						
$(3.3b) \ln ip = -8,201 + 1,974 \ln y^a + 0,791 \ln ipub - 1,065 \ln cpub - 0,256 \ln db - 0,393 \ln bic$						
	(-6,45)	(4,45)	(16,12)	(-2,99)	(-3,11)	(-4,80)
$+ 0,553 \ln ce$						
	(4,72)					
R <sup>2</sup> ajusté: 0,97 Erreur-type de régression: 0,08 Durbin-Watson: 2,31 Fisher: 78,78						

Note: Les nombres entre parenthèses en dessous des coefficients indiquent les valeurs du t de Student. La définition des variables est donnée plus haut dans la section 2.2.2 ln désigne le logarithme népérien.

En revanche, l'investissement public a exercé un effet positif et significatif sur l'investissement privé sur la période d'étude. La spécification linéaire montre que chaque franc supplémentaire d'investissement public se traduit par 0,7 à 1 franc supplémentaire d'investissement privé. Ce résultat est tout aussi net dans la spécification log-linéaire où on observe que pour chaque pourcentage d'augmentation de l'investissement public, on a autour de 0,8% d'augmentation de l'investissement privé.

À partir de là, apparaît clairement ce que nous suspicions déjà au chapitre 1 (section 1.3) à savoir qu'entre 1980 et 1996, le déficit des finances publiques a plutôt servi à financer la consommation publique, notamment dans la première moitié de cette période. D'où l'effet d'éviction notable du déficit budgétaire sur l'investissement privé du point de vue de l'utilisation des ressources. Qui plus est, le test d'égalité des coefficients de Wald entre les coefficients du déficit et de l'investissement privé montre que l'hypothèse nulle ne peut être rejetée. Ceci suggère que l'effet d'entraînement de l'investissement public a pu être intégralement compensé par le

seul effet d'éviction du solde budgétaire. D'où, lorsqu'on prend en compte l'effet de la consommation publique, on peut admettre que l'effet net de la politique budgétaire ait été négatif pour les dépenses privées d'investissement au MALI entre 1980 et 1996.

Nous pouvons donc retenir que, d'après nos estimations, nos principales hypothèses sont confirmées par les faits. Le solde du budget d'État a exercé un effet d'éviction sur l'investissement privé au MALI entre 1980 et 1996. Au-delà de cette relation globale, nous avons montré que, d'une part, l'investissement public a été complémentaire avec l'investissement privé, de l'autre que la consommation publique a exercé un effet d'éviction sur ce même investissement privé. De même, un relâchement de la contrainte de crédit et des anticipations favorables concernant l'activité économique future stimulent l'investissement privé. En revanche, nos spécifications n'ont pas permis de montrer le rôle du taux d'intérêt réel (sur les prêts).

Quant à l'impact (négatif) de l'impôt sur les bénéfices sur les décisions privées d'investissement, il a pu être mis en évidence grâce aux approximations log-linéaires et linéaires. Le fait que l'investissement public soit très significatif se comprend aisément. On peut remarquer que ce résultat est logique du fait du désengagement de l'État de bon nombre de secteurs de l'activité économique où il était en concurrence avec le secteur privé dans le cadre de l'ajustement structurel (voir section 1.1).

Ce résultat est similaire à ceux de BLEJER et KHAN (1984), de van WIJNBERGER (1989) et de FAINI (1994) dans des études de cas se rapportant à des pays en développement (L'étude de FAINI porte sur un échantillon de pays comprenant le MALI.). Par contre, l'effet négatif de la consommation publique sur l'investissement privé reflète davantage des inefficacités au niveau des prestations publiques des services non marchands.

### ***3.1.3 Déficit public et croissance économique***

Les estimations que nous avons effectuées à partir de notre fonction de base ne nous ont pas permis d'obtenir de résultats satisfaisants. Vu la forte corrélation entre l'investissement public et l'investissement privé (voir résultats des estimations de la

fonction d'investissement privé équations 3.2 et 3.3 plus haut), l'inclusion de ces deux variables en même temps entraîne des problèmes de multicolinéarité qui affectent la qualité de l'ajustement. Il en va de même pour les différentes mesures du déficit et de la consommation publique. Nous sommes donc conduits à ne pas inclure en même temps les variables corrélées dans l'équation à estimer. Nous estimons donc plusieurs variantes de l'équation (2.6). Les résultats sont présentés plus bas (équations 3.4).

**Tableaux 3.4: Résultats des estimations des différentes variantes de l'équation (6)**  
**1. Déficit budgétaires dons compris**

$(3.4.1a) \text{ Lng}_{t,t+5} = 0,094 - 0,006*\text{LnIp}(-1) - 0,011*\text{LnDG}(-1) + [\text{AR}(1)=0,494]$ $(0,939) \quad (-0,335) \quad (-1,030) \quad (1,888)$
R <sup>2</sup> : 0,54 Erreur-type de régression: 0,006 Durbin-Watson: 2,14
$(3.4.1b) \text{ Lng}_{t,t+5} = 0,076 - 0,004*\text{LnIpub}(-1) - 0,009*\text{LnDG}(-1) + [\text{AR}(1)=0,471]$ $(1,386) \quad (-0,356) \quad (-0,931) \quad (1,907)$
R <sup>2</sup> : 0,54 Erreur-type de régression: 0,006 Durbin-Watson: 2,10
$(3.4.1c) \text{ Lng}_{t,t+5} = 0,025 + 0,002*\text{LnIp}(-1) - 0,002*\text{LnDP}(-1) + [\text{AR}(1)=0,519]$ $(0,30) \quad (0,11) \quad (-0,23) \quad (1,86)$
R <sup>2</sup> : 0,47 Erreur-type de régression: 0,007 Durbin-Watson: 2,06
$(3.4.1d) \text{ Lng}_{t,t+5} = 0,046 - 0,003*\text{LnIpub}(-1) - 0,001*\text{LnDP}(-1) + [\text{AR}(1)=0,532]$ $(0,971) \quad (-0,267) \quad (-0,155) \quad (2,370)$
R <sup>2</sup> : 0,48 Erreur-type de régression: 0,007 Durbin-Watson: 2,10

Note: Les nombres entre parenthèses indiquent les valeurs de la statistique de Student pour les variables correspondantes. (-1) mis après les variables indique la valeur retardée de celles-ci pour les parties a et b du tableau 3.4. DG, DP, DGHD et DPHD désignent respectivement le déficit global, le déficit primaire, le déficit global hors dons et le déficit primaire hors dons en termes réels. La définition des autres variables est indiquée plus haut au paragraphe 2.2.4. Nous avons corrigé l'autocorrélation des erreurs dans les estimations de la première partie du tableau en introduisant un processus autorégressif d'ordre un, AR(1)..

Une première remarque est l'opposition tranchée entre les estimations avec le déficit (global et primaire dons compris) du tableau 3.4.1 plus haut et celles effectuées avec le solde (global et primaire) hors dons du tableau 3.4.2 ci-dessus. Alors qu'aucune des estimations effectuées avec l'indicateur budgétaire incluant les dons ne permet de montrer l'incidence sur la croissance économique des déséquilibres des finances publiques, les indicateurs hors dons mettent systématiquement en exergue l'impact négatif des déficits publics chroniques que le MALI a connus entre 1980 et

1996 sur le taux de croissance (moyenne mobile de six périodes). En effet, que ce soit le solde (dons non compris) global ou primaire, le coût des mauvaises politiques budgétaires en termes de croissance est significatif et non négligeable.

## 2. Déficits budgétaires, dons non compris

(3.4.2a)	$Lng_{t,t+5} = 0,044 + 0,0226*LnIp(-1) - 0,027*LnDGHD(-1)$			
	(1,11)	(4,027)	(-2,828)	
R <sup>2</sup> : 0,68 Erreur-type de régression: 0,006 Durbin-Watson: 1,88				
(3.4.2b)	$Lng_{t,t+5} = 0,097 + 0,024*LnIpub(-1) - 0,037*LnDGHD(-1)$			
	(2,392)	(3,756)	(-3,312)	
R <sup>2</sup> : 0,65 Erreur-type de régression: 0,006 Durbin-Watson: 1,85				
(3.4.2c)	$Lng_{t,t+5} = 0,034 + 0,020*LnIp(-1) - 0,023*LnDPHD(-1)$			
	(0,90)	(3,61)	(-2,77)	
R <sup>2</sup> : 0,67 Erreur-type de régression: 0,006 Durbin-Watson: 1,88				
(3.4.2d)	$Lng_{t,t+5} = 0,079 + 0,021*LnIpub(-1) - 0,032*LnDPHD(-1)$			
	(2,41)	(3,78)	(-3,69)	
R <sup>2</sup> : 0,69 Erreur-type de régression: 0,006 Durbin-Watson: 2,25				
(3.4.2e)	$Lng_{t,t+5} = -0,053 + 0,021*LnIp(-1) - 0,029*LnDGHD(-1) + 0,025*LnCpub(-1)$			
	(-0,37)	(3,26)	(-2,84)	(0,71)
R <sup>2</sup> : 0,70 Erreur-type de régression: 0,006 Durbin-Watson: 2,20				

Ainsi, pour chaque point de pourcentage d'augmentation du déficit (hors dons) global pendant une année donnée, on enregistre une réduction de 0,027 (Équation 3.4.2a) à 0,037 (Équation 3.4.2b) point du taux de croissance moyen des six années suivantes, avec une erreur-type de 0,006. Ceci représente, en termes d'effets cumulés, une baisse de 0,15 à 0,20 point du taux de croissance sur six ans! De même, chaque point de détérioration du solde primaire hors dons d'une année donnée se traduit par une baisse de 0,023 (Équation 3.4.2c) à 0,032 (Équation 3.4.2d) point du taux de croissance annuel moyen des six années suivantes. Ce qui représente, en termes

d'effets cumulés sur six années, une réduction de 0,13 à 0,18 point du taux de croissance du PIB.

Manifestement, le maintien de niveaux de déficits insoutenables a été une cause non négligeable de la faiblesse de la croissance économique enregistrée au MALI entre 1980 et 1996, mis à part les effets de la sécheresse et des autres facteurs souvent évoqués pour justifier la morosité de l'activité économique dans le pays. En fait, les arriérés de paiement du secteur public ne représentent que le côté visible de l'iceberg pour ce qui est des effets néfastes des déséquilibres des finances de l'État.

Par ailleurs, il apparaît que l'investissement public (**InIpub**), de même que l'investissement privé (**InIp**), a exercé un effet positif et significatif sur le rythme de l'activité économique au MALI entre 1980 et 1996. Donc, en plus de la forte complémentarité entre investissement public et investissement privé, l'investissement public a exercé un effet positif et significatif sur le taux de croissance de l'économie. D'ailleurs, les deux composantes de l'investissement global ont eu des effets presque équivalents sur le rythme de l'activité économique.

KHAN et REINHART (1990) ont également montré, dans une étude sur un échantillon de pays en développement, une productivité positive pour les deux composantes de l'investissement, mais une productivité plus élevée pour les investissements du secteur privé. En revanche, nous n'avons pas pu montrer l'impact de la consommation publique (Équation 3.4.2e) sur le rythme de l'activité économique.

De ces résultats, se déduit un certain nombre d'enseignements. En ce qui concerne le choix de l'indicateur du solde des finances de l'État, on remarque que ce choix peut affecter de manière importante les résultats. En particulier, l'inclusion des dons dans le calcul du déficit budgétaire dans l'étude des effets de ce dernier sur le rythme de l'activité économique semble introduire un biais systématique dans l'analyse. Cette pratique semble masquer, dans le cas qui nous occupe, le véritable coût des déséquilibres financiers du secteur public, sans l'apport des dons. En effet,

les dons sont des recettes à caractère exceptionnel et aléatoire. De ce fait, aucune politique budgétaire crédible, ni même aucune appréciation raisonnable de cette politique ne sauraient être basées sur de tel type de recettes publiques.

Notons tout de même que les soldes budgétaires excluant les dons ne sont pas des soldes effectivement observés. De ce fait les effets néfastes de ces soldes sur le taux de croissance du PIB correspondent, en fait, à ceux qui auraient prévalu sans la générosité des donateurs. Ceci montre toute la fragilité de la relative bonne tenue des finances du gouvernement, souvent vantée par certains partenaires économiques du Gouvernement depuis quelques années. Enfin, les investissements public et privé semblent avoir eu des effets quantitativement équivalents (Équations 3.4.2a, 3.4.2c pour l'investissement privé contre 3.4.2b, 3.4.2d pour l'investissement public) sur le taux de croissance économique. On peut remarquer que l'effet de relance de la consommation privée par le solde des finances publiques peut être annihilé par l'important effet d'éviction de ce solde sur l'investissement privé. Ce qui peut expliquer l'effet négatif du déficit sur le taux de croissance économique.

### **3.2 Implications de politique économique**

Les résultats que nous venons d'obtenir nous permettent de tirer un certain nombre d'implications en matière de politique économique. Nous venons d'établir que, d'une part, entre 1980 et 1996, le déficit budgétaire a significativement stimulé la consommation privée, alors qu'il a fortement évincé l'investissement privé au MALI. D'autre part, la consommation publique a eu un impact négatif même si cet impact est faiblement significatif sur la consommation privée et un impact négatif fortement significatif sur l'investissement privé, alors que l'investissement public a significativement stimulé l'investissement privé. Enfin, nous trouvons un effet négatif des déséquilibres budgétaires et un effet positif de l'investissement public sur le taux de croissance.

Des estimations qui viennent d'être faites, on peut dégager un certain nombre d'implications en termes d'action à entreprendre pour stimuler l'investissement privé et promouvoir une croissance économique durable dans ce pays qui en a tant besoin.

Il apparaît ainsi que les responsables de la politique économique disposent de plusieurs cartes pour agir. Ceci ouvre des possibilités ou des nécessités d'arbitrages pouvant se révéler parfois, nous le verrons, assez délicats. Nous allons donc évoquer successivement les implications en termes de consommation publique, d'investissement public et de réduction du déséquilibre des finances publiques. Les mesures à prendre peuvent être orientées essentiellement sur les trois axes suivants: améliorer la fourniture des services publics non marchands, ramener les déséquilibres financiers du secteur public à des niveaux soutenables, promouvoir l'investissement public.

### ***3.2.1 Améliorer la fourniture des services publics non marchands***

Les services publics non marchands peuvent être de deux types, comme l'indique R. J. BARRO (1987). Le premier de services procurant une utilité directe concerne les services destinés à la consommation finale des ménages, tels que l'éducation ou la santé publique. Nous avons vu dans les analyses antérieures (paragraphe 2.2.2) que ces services peuvent être des substituts étroits aux dépenses privées. En effet, lorsqu'une famille inscrit ses enfants dans une école publique (où l'éducation est gratuite), elle n'a plus à payer pour disposer des mêmes services.

Pour ce qui est du second type de services publics, qui lui fournit une utilité indirecte, il recouvre, pour simplifier, les services pouvant entrer dans la fonction de production des entreprises. En effet, une administration efficace, la garantie de la paix civile et une bonne protection de la propriété privée, par exemple, constituent indiscutablement des conditions favorables au développement de l'activité économique. De ce fait, la consommation publique devrait donc stimuler les dépenses privées (d'investissement).

Cependant, nos résultats montrent que la consommation publique n'a eu d'effet positif ni sur la consommation des ménages, ni sur les dépenses privées d'investissement au MALI entre 1980 et 1996. D'où, la faible significativité et le signe du coefficient de la consommation publique dans la fonction de consommation privée peut traduire une inefficacité dans la production des services publics non marchands

plutôt qu'un effet d'éviction. Cette production destinée aux ménages et aux entreprises devrait, si elle est efficace et bien ciblée, avoir un impact positif sur la consommation et l'investissement privés. Puisque tel ne semble pas être le cas, il en découle que le gouvernement doit améliorer la qualité des services publics pour inverser cette tendance.

Il s'agit là d'une recommandation souvent formulée à l'endroit du gouvernement malien par les partenaires extérieurs du MALI, en l'occurrence les institutions de Bretton Woods (voir *Public Expenditure Review, MALI, Report no. 13086-MLI* cité plus haut). Les efforts substantiels consentis pour réduire le poids des salaires dans les dépenses publiques se trouvent justifiés dans la mesure où celui-ci est probablement une cause de cette inefficacité des services publics. En fait, c'est plutôt sur la composition de la consommation publique qu'il faut insister que sur son volume.

En effet, une réduction excessive de la production des services publics pourrait se révéler préjudiciable à la demande intérieure et notamment à l'investissement. Pourtant, on a constaté (chapitre 1, graphique 1.4) une nette tendance à la baisse de la consommation publique, en parts du PIB, à partir de 1985. Bien que cela soit devenu inévitable pour réduire les déséquilibres financiers de l'État, une telle évolution doit être limitée dans le temps. En particulier, il convient de veiller à ce que l'État ne faillît pas à ces obligations pour ce qui est de la fourniture des services de base en matière d'éducation, de santé publique et de sécurité intérieure, par exemple.

Dans ce cadre, il convient de mettre l'accent sur l'efficacité dans les prestations publiques de services non marchands compte tenu des contraintes budgétaires du Gouvernement. En outre, le fait que le déficit budgétaire soit fortement complémentaire à la consommation privée apparaît comme une conséquence du poids des salaires dans les dépenses publiques. Comme l'indique le rapport de la Banque Mondiale que nous venons de citer, ce poids est trop élevé (en moyenne, 50% des dépenses courantes entre 1987 et 1992) par rapport aux autres composantes des dépenses publiques, notamment par rapport aux dépenses en capital. Ceci pourrait

d'ailleurs expliquer, en partie, l'important et significatif effet d'éviction qu'a exercé le déséquilibre des finances de l'État sur l'investissement privé. Il convient donc de revoir la masse salariale.

La mise en œuvre d'une telle recommandation s'avère cependant délicate, du fait que le niveau des rémunérations du personnel de la fonction publique malienne est souvent jugé insuffisamment motivant. D'ailleurs, le même rapport que nous avons cité plus haut le souligne. Par conséquent, la seule alternative qui reste semble être la compression du personnel qui a pourtant déjà été abondamment utilisée par le passé, avec des résultats pas très probants (voir paragraphe 1.2.1). En fait, la faiblesse de la productivité du travail dans le secteur public pourrait avoir des causes multiples dont le sureffectif ne serait qu'un élément.

La faiblesse des rémunérations peut être un puissant facteur démotivant. Ainsi, il n'est pas rare de voir que, parfois, des fonctionnaires consacrent plus de temps et d'efforts au travail au noir qu'à leur tâche de bureau. De même, le niveau de formation du personnel est aussi probablement une cause de cet état de fait, une bonne part du personnel des administrations publiques ayant une formation insuffisante ou obsolète. De plus, le rôle des groupes de pression n'est pas à négliger. Les syndicats peuvent, eux aussi, plus ou moins entraver la mise en œuvre des réformes indispensables, ou tout au moins la retarder. De ce fait, les équilibres peuvent être précaires. Il apparaît que la solution à ce problème est loin d'être évidente. Pour le gouvernement, trouver le dosage optimal ressemble à la quadrature du cercle, alors que le maintenir s'apparente à un problème du fil du rasoir.

### ***3.2.2 Réduire les déséquilibres financiers de l'État***

Les effets négatifs des déficits publics sont importants, à la fois sur l'investissement privé et sur la croissance économique. Du fait de cette éviction de l'investissement, la politique budgétaire contribue à la persistance des déséquilibres par le ralentissement de l'activité économique et donc la baisse des recettes fiscales. Sans nul doute, il est nécessaire que les déficits des finances de l'État soient maintenus à leur niveau "finançable". Entre 1980 et 1996, le solde déficitaire des finances

publiques s'est relativement amélioré (le solde global, dons compris, est tombé à 0,85% du PIB en 1996 contre 8,37% en 1985).

Ce relatif redressement est largement dû aux dons. Même si les indicateurs budgétaires hors dons se sont eux aussi nettement redressés, ils restent à des niveaux tout à fait insoutenables (voir chapitre 1). Ainsi, le solde global, dons non compris, se situait à 8,6% du PIB en 1996 (contre 14,14% du PIB en 1985). D'où, les dons reçus par le Gouvernement créent une certaine illusion quant à la véritable situation des finances de l'État du fait du caractère aléatoire et exceptionnel de cette catégorie de recettes. De ce fait, la qualité des politiques budgétaires devrait plutôt s'apprécier à l'aune des soldes hors dons qui reflètent mieux les efforts internes du Gouvernement en ce domaine. En effet, la générosité des donateurs ne saurait se substituer aux efforts indispensables des donataires pour assainir la situation budgétaire.

Cependant, comme on peut le deviner, la mise en œuvre d'une telle recommandation peut s'avérer difficile. Pour y arriver, il faut soit réduire les dépenses, soit augmenter les recettes, ou combiner ces deux types de mesures. Mais quel type de dépenses faut-il réduire?

Nous venons de voir que pour ce qui est de la consommation publique, il fallait plutôt insister sur une amélioration de son contenu que sur une réduction de son volume. Quant à l'investissement, nos résultats prouvent clairement que non seulement **Ip<sub>pub</sub>** stimule **Ip**, mais qu'il a un impact positif de même ordre que **Ip** sur le rythme de l'activité économique. Il reste alors le service de la dette comme autre grand poste de dépenses. Cependant, la réduction de cette catégorie de dépenses relève principalement des partenaires extérieurs du Gouvernement. Du fait de l'importance des déséquilibres hors dons des finances publiques, il apparaît que plus que des réaménagements, ce sont des annulations de dette substantielles qui pourront permettre au solde budgétaire de retrouver durablement des niveaux acceptables. Qui plus est, les rééchelonnements ne font que repousser les charges à plus tard.

L'augmentation des recettes fiscales a presque toujours été à l'honneur dans le cadre des programmes d'ajustement structurel. Le renforcement de l'administration fiscale, l'élargissement de la base d'imposition (avec la suppression des exonérations fiscales), le relèvement de certaines taxes (comme le relèvement de 20% de la taxe sur le bétail) ont déjà été mis en oeuvre. Pourtant, les résultats ont été décevants, comme nous l'avons indiqué au chapitre 1, les recettes fiscales n'ayant augmenté que faiblement et de manière irrégulière.

En fait, si une forte fiscalisation est, théoriquement, un moyen de réduire le déficit, une telle mesure peut entraîner des distorsions de prix et des inefficacités dans l'allocation des ressources. En outre, la forte évasion fiscale souvent évoquée par l'administration des impôts est une limite importante à une telle stratégie, compte tenu surtout de l'impact négatif de l'impôt sur les BIC sur l'investissement privé que nos résultats mettent en exergue. La réduction du solde déficitaire des finances de l'État apparaît alors comme un exercice délicat, bien que tout à fait nécessaire.

Par ailleurs, la réduction du déficit budgétaire a un coût non négligeable en termes de bien-être. En effet, les estimations de la fonction de consommation privée montrent un important effet multiplicateur du solde du budget d'État sur la consommation privée. De ce fait, toute réduction du déficit se traduirait par une baisse notable des dépenses de consommation des ménages (par le biais d'une baisse des salaires des fonctionnaires ou des revenus de transferts, par exemple).

### *3.2.3 Nécessité de promouvoir l'investissement public*

Les résultats obtenus dans ce travail montrent l'impact positif et significatif de l'investissement public sur l'investissement privé et sur le taux de croissance économique. De ce fait, on peut dire que le faible niveau de l'investissement public dans les années 1980 (voir paragraphe 1.3.2) a contribué à la faiblesse de l'activité économique au MALI. Une augmentation substantielle des investissements publics serait alors bénéfique non seulement pour le secteur privé mais aussi pour la croissance.

FAINI (1994) a ainsi relevé que le MALI est l'un des pays où la diminution des investissements publics dans les années 1980 a été l'une des moins fortes dans le cadre des programmes d'ajustement structurel en cours dans les pays en développement. En fait, du fait de la complémentarité des dépenses publiques et des dépenses privées d'investissement, la réduction des investissements publics pourrait conduire à une faible croissance économique, à moyen terme. Ceci pourrait avoir un impact négatif sur les recettes fiscales et donc sur l'équilibre des finances de l'État.

Cependant, des investissements publics accrus ne suffisent pas pour relancer l'investissement privé. On remarque ainsi (paragraphe 1.3.1) que la reprise de l'investissement privé dans la deuxième moitié des années 1980 a été nettement moins marquée que celle du secteur public. En effet, deux contraintes importantes qui pèsent sur les projets privés d'investissement sont la fiscalité et surtout la contrainte de financement. Une réduction du poids de la fiscalité sur les entreprises privées pourrait stimuler leurs activités. À ce niveau, on se heurte à la contrainte budgétaire de l'État, surtout dans un contexte de minimisation des déséquilibres publics financiers insoutenables.

L'allègement de la contrainte de financement se présente aussi comme une condition nécessaire à la relance de l'activité économique privée. Nous avons relevé, au chapitre 1, que malgré la forte baisse du niveau des crédits accordés à l'État, le secteur privé n'a pas bénéficié du quasi-effacement de l'État du marché du crédit.

De plus, d'après nos résultats, le taux d'intérêt sur les prêts ne semble pas avoir eu un impact significatif sur l'investissement privé (BLEJER et KHAN, 1984 ont trouvé un résultat similaire). D'où, la contrainte ne se situe pas au niveau du prix du crédit, mais peut-être aux niveaux de sa disponibilité et des conditions de son octroi (les garanties requises, par exemple). En effet, pour ce qui concerne la disponibilité du crédit, on peut noter que la PNG représentait en moyenne 35,78% du crédit intérieur entre 1980 et 1989, ce qui a été une cause importante de l'éviction de l'investissement privé durant la période d'études.

Quant aux conditions d'accès au crédit, elles sont parfois jugées difficiles par bon nombre d'entrepreneurs, surtout au cours de ces dernières années où la surliquidité des banques est plus que d'actualité. En tout état de cause, les efforts déjà entrepris pour créer un environnement favorable à l'épanouissement des affaires doivent être poursuivis et consolidés.

Comme nous l'avons souligné plus haut, c'est la composition des dépenses publiques qui est en cause. Il conviendrait, d'après nos résultats, d'encourager l'investissement public ou de le maintenir, tout au moins, à un niveau raisonnable. En l'occurrence, il s'agit des investissements en infrastructures et ceux destinés à améliorer les services publics de base. Il s'agit là d'une preuve empirique spécifique d'une idée particulièrement répandue et qui, somme toute, tombe sous les sens. De telles dépenses sont censées avoir un important impact positif sur l'investissement privé et la croissance économique d'après les nouvelles théories de la croissance endogène (Voir par exemple D. ASCHAUER, 1989; BARRO et SALA-I-MARTIN, 1996). Ces implications devraient être encore plus importantes dans le contexte malien où les infrastructures et les services publics de base sont très insuffisants. Mais, il est évident qu'un soutien à l'investissement public doit tenir compte de la contrainte budgétaire de l'État pour éviter que la pression fiscale ou l'éviction financière n'annihilent pas cet effet positif de l'investissement public (comme le relève van WIJNBERGEN, 1989).

En pratique, le gouvernement devrait s'attacher à réduire le déficit global qui a évincé l'investissement privé, mais en épargnant l'investissement public, voire en le promouvant. Par ailleurs, puisque la contrainte de crédits pèse significativement sur les décisions privées d'investissement (voir équations 3.2 et 3.3), un relâchement de cette contrainte serait favorable à l'investissement privé. Mais l'autonomie restreinte des comités nationaux du crédit au sein de la Zone franc limite cette possibilité, malgré la forte capacité des banques (dont les avoirs extérieurs nets sont largement positifs depuis plus de trois ans). Le problème de la surliquidité des banques est d'une brûlante actualité; il est faut trouver un équilibre.

## CONCLUSION

La République du MALI s'est caractérisée depuis son indépendance en 1960 par une morosité économique qui s'est traduite par la stagnation, voire la baisse du niveau de vie à partir des années 1980. Nous venons de montrer que cette situation n'était pas seulement le résultat des contraintes structurelles qui affectent l'économie du pays. De même, la détérioration des termes de l'échange, martelée à souhait par les autorités politiques, ne saurait être tenue pour seule responsable des multiples problèmes économiques du pays.

Il ne fait aucun doute, en effet, que les mauvaises politiques économiques menées depuis le début des années 1980, voire bien avant, ont leur part de responsabilité dans la dégradation presque continue de l'état de l'économie malienne. En particulier, nous avons clairement montré que les politiques budgétaires entreprises entre 1980 et 1996, loin de n'avoir été qu'un facteur de relance ou de stimulation de l'activité économique, ou même neutres, ont eu des aspects particulièrement néfastes sur l'investissement privé et la croissance économique. Ces politiques n'ont, néanmoins, pas eu que des aspects négatifs.

De manière plus précise, nos résultats montrent un certain nombre de faits spécifiques. En estimant une fonction de consommation privée linéaire, inspirée d'une étude de MORANDE et S-HEBBEL (1991), nous trouvons que sur la période d'étude (qui va de 1980 à 1996), le déficit budgétaire a fortement stimulé la consommation privée. Dans le même temps, la consommation publique a eu un impact négatif sur le même agrégat. À première vue, cette évolution peut ne pas sembler préoccupante. Cependant, lorsque nous avons estimé, sur la même période, une fonction d'investissement privé, les résultats obtenus commencent à susciter l'intrigue. Il apparaît alors que ces déséquilibres des finances publiques qui ont stimulé la consommation privée, ont nettement évincé l'investissement privé.

De plus, la consommation publique, là encore, a exercé un effet d'éviction sur la même variable. L'évolution des faits devient réellement préoccupante lorsqu'en régressant les variables budgétaires (déficits, investissement et consommation publics) sur le taux de croissance du PIB (moyenne mobile de six périodes), nous avons trouvé que le solde des finances publiques a eu un effet négatif et assez important sur le rythme de l'activité économique durant la période étudiée. Pour autant, les effets de la politique budgétaire n'ont pas été que contre-productifs. Nous avons également mis en évidence l'impact positif et tout aussi net de l'investissement public, à la fois sur l'investissement privé et sur la croissance du produit.

Ces résultats, par ailleurs assez robustes, appellent un certain nombre de mesures à prendre en termes de politique économique. Nous avons regroupé les implications découlant de ces résultats sous trois registres, à savoir: *améliorer* la fourniture des services publics non marchands, *réduire* le déficit budgétaire et *promouvoir* l'investissement public. Cette trilogie ARP requiert quelques explications. *L'amélioration nécessaire du contenu de la consommation publique* (coût de production des services publics non marchands) a été préférée à une réduction pure et simple du niveau des prestations publiques de services pour des raisons assez logiques. Ces services se trouvent déjà à un niveau suffisamment faible et les besoins restent immenses en ce domaine.

Au MALI, 70% des enfants scolarisables ne vont pas à l'école, 76% des adultes sont analphabètes, 102 enfants sur 1000 naissances vivantes décèdent avant l'âge d'un an, et la liste est encore longue. Il est aujourd'hui clair que ces innombrables problèmes ne peuvent être circonscrits par la seule dépense publique. Mais le fait de réduire les prestations publiques de services non marchands dans ces domaines vitaux ne peut nullement servir un développement économique durable, comme le soutiennent les analyses nouvelles de la croissance économique (Voir BARRO et SALA-I-MARTIN, 1996). D'où, l'impact négatif de la consommation publique sur l'investissement privé et la croissance du produit semble plutôt imputable à un défaut

de ciblage et à des inefficacités dans la production de ces services qu'à un effet de volume.

*Réduire les déséquilibres financiers de l'État* est sûrement une nécessité incontournable. En suivant la méthodologie de EASTERLY, William, and SCHMIDT HEBBEL K. (1995) et en admettant quelques hypothèses simplificatrices (voir annexe 1 pour la méthode de calcul), nous avons situé le déficit primaire soutenable au MALI entre 1,9 et 6,6% du PIB. Il s'avère que le solde primaire (dons non compris) effectif s'est situé nettement au-dessus de ce seuil (voir chapitre 1) durant toute la période d'étude. Même en prenant les dons en compte, ce n'est qu'à partir de 1987 que le solde primaire atteint des niveaux acceptables. Le déficit global est évidemment moins favorable que le solde primaire du fait des paiements d'intérêts sur la dette publique, donc largement au-dessus des normes généralement admises en ce domaine.

Il est clair que la générosité des donateurs ne saurait se substituer à l'effort interne du Gouvernement. Cet effort est indispensable à l'atteinte d'une situation budgétaire durablement viable. Qui plus est, si l'on considère l'effet d'éviction notable du solde des finances publiques sur l'investissement privé et son impact négatif sur la croissance économique entre 1980 et 1996. Des déficits budgétaires plus importants, en évinçant les projets privés d'investissement, ralentissent l'activité économique et réduisent de ce fait les recettes fiscales, ce qui peut de nouveau aggraver ces déséquilibres. D'où, les accumulations d'arriérés de paiement (sur la dette publique intérieure et extérieure) dans les années 1980 ne constituaient en fait que le côté visible de l'iceberg en ce qui concerne le véritable coût pour l'économie de ces déséquilibres.

Pour réduire le déficit, il faut soit augmenter les recettes, soit réduire les dépenses, ou combiner ces deux types de mesures. Mais, nous avons montré (paragraphe 3.2.2) que l'augmentation des recettes se heurtait aux limites constituées par la forte évasion fiscale souvent évoquée par les responsables de l'administration fiscale, et également par l'effet négatif de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux sur l'investissement privé (que nos résultats laissent apparaître).

La réduction des dépenses, quant à elle, bute sur un double obstacle. Il s'agit d'abord de la nécessité de maintenir le niveau des prestations publiques de services non marchands que nous venons de justifier. Il y a également l'obstacle constituer par la dernière grande implication des résultats obtenus, à savoir la nécessité de stimuler l'investissement public, ou tout au moins de résister à la tentation de diminuer les dépenses publiques d'investissement pour réduire les déséquilibres des finances de l'État.

De plus, l'effet multiplicateur important du solde budgétaire sur la consommation privée, que nous avons trouvé dans l'estimation de la fonction de consommation, implique que toute baisse du déficit financier de l'État aurait un coût non négligeable, à court terme, en termes de bien-être. Les vagues de licenciements intervenues dans la fonction publique, et les pertes de sources de revenus qui en ont découlé, dans les années 1980 (évoqués au premier chapitre de mémoire) constituent un exemple dans ce sens.

*Promouvoir l'investissement public* apparaît comme une mesure absolument favorable, d'après nos résultats, à une relance de l'investissement privé et de l'activité économique et même à une réduction des déficits publics. À cet égard, notons que, d'après FAINI (1994), le MALI a été l'un des pays qui ont le mieux résisté à la tentation de réduire les dépenses publiques en capital pour ramener les déséquilibres de leurs finances à des proportions soutenables.

L'accroissement ou le maintien du niveau des dépenses en capital dans le budget de l'État est une recommandation souvent formulée d'ailleurs dans le cadre des programmes d'ajustement (voir, par exemple, Public Expenditure Review MALI Report no. 13086-MLI de la Banque Mondiale). C'est une condition indispensable à une croissance économique durable dans ce pays, comme ailleurs. La mise en œuvre d'une telle action se heurte bien évidemment à la nécessité de minimisation des déséquilibres du budget d'État, mentionnée plus haut. Il ne faut pas négliger, en effet, que des déséquilibres budgétaires importants peuvent contrebalancer les effets

positifs des investissements publics sur l'activité économique privée et la croissance du produit.

Cependant, ces estimations portent sur des données agrégées. Il serait intéressant d'affiner l'analyse en décomposant les dépenses publiques en deux ou plusieurs catégories pour distinguer les types de dépenses productives de ceux qui ne le sont pas. BLEJER et KHAN (1984) ainsi que DEVARAJAN et *al.* (1996) se sont déjà livrés à cet exercice dans des études sur des groupes de pays en développement. Comme l'ont indiqué BLEJER et KHAN (1984), il serait intéressant d'effectuer des études de cas sur des pays spécifiques comme le MALI, par exemple.

Par ailleurs, nous sommes conscients du fait que les déséquilibres des finances de l'État ne constituent qu'une partie, bien que non négligeable, des problèmes économiques auxquels le MALI est confronté. Les contraintes structurelles évoquées au premier chapitre de ce mémoire et l'environnement économique international ont aussi leurs parts dans la persistance de ces problèmes. Mais surtout, la nécessité de soutenir les investissements publics ne constitue en aucun cas un soutien sans faille à la hausse continue des dépenses publiques dans ce domaine. Van WIJNBERGEN (1989) a déjà insisté sur ce point.

De plus, d'autres mesures de politique économique concernant, entre autres, la politique monétaire, la création d'un cadre légal et institutionnel propice au développement des affaires sont tout aussi indispensables à un véritable décollage économique. Le Gouvernement s'y est déjà attelé, mais les efforts dans ces domaines doivent continuer.

En somme, un des enseignements clé des résultats obtenus et des implications de politique économique découlant de ces résultats est toute la complexité de la tâche des autorités publiques. Trouver le dosage optimal dans la composition des dépenses publiques ressemble au problème de la quadrature du cercle, alors que maintenir un tel dosage, s'il existe, s'apparente à un problème du fil du rasoir. Chacune des mesures envisageables comporte des coûts et des avantages. Les arbitrages

indispensables sont difficiles. Il ne nous appartient pas, dans le cadre de ce travail, de trancher. Mais notre objectif qui était de montrer le sens des relations a été atteint. Si les autorités sont conscientes du sens de ces relations, c'est déjà un grand pas de franchi dans la bonne direction.

## BIBLIOGRAPHIE

**AGENOR P. R., and P. J. MONTIEL**, (1996), "Development Macroeconomics", Published by Princeton University Press, pp.73-84; 103-147.

**ARROW, K. J., and M. KURZ** (1970), "Public Investment, The Rate of Return and Optimal Fiscal Policy (Johns Hopkins University, Baltimore, M.D).

**ARTHUS, P., et M. KAABI**, (1993), "Dépenses Publiques, Progrès Technique et Croissance", *Revue Economique*, Vol.44, pp.287-311.

**ASCHAUER, D. A.**, (1989), "Is Public Expenditure Productive?", *Journal of Monetary Economics*, mars 23, 177-200.

**BANQUE MONDIALE**, "MALI, Public Expenditure Review", Document of the World Bank, Report no. 13086-MLI, June 1995.

**BARRO, Robert J.**, (1974), " Are Government Bonds Net Wealth?" *Journal of Political Economy* (Chicago), Vol.82 (November-December), pp.1095-1117.

X **BARRO Robert J.** (1987), "La Macroéconomie", 1ère éd., Armand Colin, pp. 291-393.

Y **BARRO R., et SALA-I-MARTIN X.**, (1996), "La Croissance Économique", Collection Sciences Économiques, Mc Graw Hill/Ediscience.

**BLEJER, Mario I., and Adrienne CHEASTY**, (1991), "The Measurement of Fiscal Deficits: Analytical and Methodological Issues", *Journal of Economic Literature* 29(4) (December): 1644-78.

**BLEJER, M. I., and M. S. KHAN**, (1984), "Private Investment in Developing Countries ", *IMF Staff Papers* 31, June pp.379-403.

**BUCHANAN, James M.**, (1976), "Barro on the Ricardian Equivalence Theorem", *Journal of Political Economy*, Vol. 84, no.2.

**BUITER et TOBIN, J.**, (1979), "Debt Neutrality: A Brief Review of Doctrine and Evidence", von Furstenberg G. M. Ed. *Social Security versus Private Savings*, Ballinger Cambridge MA.

**CAMARA, Sékou** (1996), "Déficit Budgétaire et Dette Publique au MALI ", Mémoire de fin d'études, École Nationale d'Administration, Bamako, MALI.

**CORBO, V., and K. S.-HEBBEL**, (1991), "Public Policies and Saving in Developing Countries", *Journal of Development Economics* 36(1): 89-116.

**DEVARAJAN, S., V. SWAROOP, and H. ZOU**, (1996), "The Composition of Public Expenditure and Economic Growth", *Journal of Monetary Economics* 37, pp. 313-344.

**DIALLO, D. L.**, "Les Causes et les Conséquences de l'Accroissement des Dépenses Publiques au MALI depuis l'Indépendance", *Messons ENA*, juin 1986, p. 46.

**EASTERLY, W.**, (1989), "Fiscal Adjustment and Deficit Financing during the Debt Crisis", In Ishrat Husain and Ishac Diwan, eds, *Dealing with the Debt Crisis*, A World Bank Symposium, Washington D.C: World Bank.

EASTERLY, W. and K. SCHMIDT-HEBBEL, (1993), "Fiscal Deficits and Macroeconomic Performance in Developing Countries", in *The World Bank Research Observer*, Vol.8, n°2, July, pp.211-237

EASTERLY, William, and SCHMIDT HEBBEL K., (1995), "Macroeconomics of Public Sector Déficit: A Synthesis", Washington D.C. The World Bank, *Working Papers series*.

EASTERLY, W., RODRIGUEZ and SCHMIDT-HEBBEL K., (1995), "Macroeconomics of Public Sector Déficit", Washington D.C. A World Bank Book.

FAINI, R., (1994), "Investissement Public et Investissement Privé en Afrique: Eviction ou Entraînement?", dans *Reformes dans la Gestion du Secteur Public*, chapitre II.

FOUNOU-TCHUIGOUA, Bernard, (1989)," La Crise des Finances Publiques et la Dénationalisation de l'État : le cas du MALI" dans *Afrique et Développement*, Vol. 14, no. 3, pp.19-41.

FRENKEL J., and Assaf RAZIN, (1987), "The Mundell-Fleming Model: A Quarter Century later", *IMF Staff Papers* Vol.34, n°4.

FRIEDMAN, Milton, (1957), "A Theory of Consumption Function", Princeton, N. J.: Princeton University Press.

FRIEDMAN, Milton, (1969), "The Optimum Quantity of Money", In *The Optimum of Money and Other Essays*, 1-50, Chicago: Aldine Publishing.

GALAVIELLE, J.-Pierre, "L'impôt ou l'emprunt ? Vrai ou faux débat ? Suggestions pour une révision du financement public", *Problèmes économiques*, no.2327, 26 mai 1993, pp. 16-24.

GIOVANNINI, A. and M. DE MELO, (1993), "Government Revenue and Financial Repression", *American Economic Review* 83 (4):953-63.

GREENWALD B. and J.E. STIGLITZ, (1993), "New and Old Keynesian", *Journal of Economic Perspectives*, Vol 7(1),23-44.

HALIASSOS, M. and TOBIN, J., (1990), "The Macroeconomics of Government Finance", in *Handbook of Monetary Economics*, Vol.2, Edited by B.M. Friedman and F.H. Hanh.

HALL, Robert, (1978), "Stochastic Implications of The Life Cycle Permanent Income Hypothesis: Theory and Evidence." *Journal of Political Economy* 86, no. 6(December): 971-87.

HAQUE , N. and MONTIEL, J.P (1994), "The Macroeconomics of Public Sector Deficits: The Case of Pakistan", in *Public Sector Deficits and Macroeconomic Performance*, edited by W. Easterly, carlos A. Rodriguez and K Schmidt-Hebbel, Oxford: *Oxford University Press*.

JORGENSON, D. W., (1971), "Econometrical Studies of Investment Behaviour: A survey", in *Journal of Economic Literature*, Vol.9, pp.1111-1147

KARRAS Georgio, (1994), "Gouvernement Spending and Private Spending: Some International Evidence." *Journal of Money, Credit, and Banking* 26, February, pp.9-22.

KEYNES J.M., (1936), "The General Theory of Employment, Interest and Money", MacMillan, Londres.

**KHAN M. S. and Carmen M. REINHART**, (1990), "Private Investment and Economic Growth in Developing Countries", *World Development*, Vol. 18, no. 1, pp. 19-27.

**KIGUEL, M., and N. LIVIATAN**, (1988), "Inflationary Rigidity and Orthodox Stabilisation Policy: Lessons from Latin America", *World Bank Economic Review* 2(3): 273-98.

**MARSHALL, J., and SCHMIDT-HEBBEL K.**, (1989), "Economic and Policy Determinants of Public Sector Deficits", *Policy Research Working Paper* 321, World Bank, Country Economics Department, Washington DC.

**MORANDE, F., and K. S.-HEBBEL**, (1991), "Macroeconomics of Public Sector Deficits: The Case of Zimbabwe", *World Bank Policy Research Working Paper* 688, Revised as Chapter 10 in This Volume.

**NGUYURU, H. I. Lipumba**, "Africa Beyond Adjustment, A Review Of Adjustment in Africa: Reforms, Results, and The Road Ahead", *Policy Essay no.15, Overseas Development Council, World Bank, Washington D.C.*

**OUSSOU, Kouassi, and Bohoun BOUABRE**, (1993), "The Determinants of Fiscal Deficit and Fiscal Adjustment in Côte d'Ivoire", *AERC Research, Paper* 15, July.

**RAUT, Lakshmi K. and VIRMANI A.**, (1990), "Determinants of Consumption and Savings Behavior in Developing Countries", *The World Bank Economic Review*, Vol. 3, no. 3, 379-393.

**ROMER D.**, (1993) "The New Keynesian Synthesis", *Journal of Economics Perspectives*, Vol.7, pp.5-22.

**ROMER, D.**, (1997) "Macroéconomie Approfondie", *Collection Sciences Economiques*, Edition McGrawHil/Edisciences.

**SAINT-PAUL G.**, (1992), "Fiscal Policy in an Endogenous Growth Model", *Quarterly Journal of Economics*, 107, 4(november), 1243-1259.

**SARGENT, T. J., and N. WALLACE**, (1985), "Some Unpleasant Monetarist Arithmetic", *Federal Reserve Bank of Minneapolis Quarterly Review* 9 (Winter), 15-31.

**TOURÉ, Sanoussi**, (1993), "Le Budget du MALI: Sa Conception, Ses Fonctions", *Editions Jamana*, 3è trimestre 1994, Bamako.

**van WIJNBERGEN, Sweder**, (1989), "External Debt, Inflation and The Public Sector: Towards Fiscal Policy for Sustainable Growth", *World Bank Economic Review* 3(3): 297-320.

*926 4 11 11 1972*

## ANNEXES

### Annexe 1: La méthode de calcul du déficit soutenable<sup>15</sup>

Cette annexe dérive l'équation qui sous-tend le calcul du déficit primaire soutenable du premier chapitre (paragraphe 1.2.3). Elle est basée sur la méthodologie utilisée par EASTERLY et S-HEBBEL (1995) et qui s'appuie sur la méthodologie de van WIJNBERGEN (1989). Nous partons de la contrainte budgétaire de l'administration centrale consolidée qui comprend le budget de l'administration centrale, les budgets régionaux et les fonds spéciaux. La contrainte de budget met en relation le déficit nominal global et ses sources de financement (monétaire et par emprunt public). Soit:

$$(A1) \quad \frac{DB}{Py} + i \frac{D}{Py} + i^* \frac{ED^*}{Py} = \frac{\dot{M}}{Py} + \frac{\dot{D}}{Py} + \frac{\dot{ED}^*}{Py}$$

où DB,  $i$ ,  $i^*$ ,  $D$ ,  $D^*$  et  $M$  désignent respectivement le déficit budgétaire primaire, les taux d'intérêt nominal domestique et étranger sur la dette publique intérieure et extérieure, les encours de la dette publique intérieure et de la dette publique extérieure et la base monétaire.  $P$  est le déflateur du PIB,  $y$  désigne le PIB réel et  $E$  désigne le taux de change nominal (défini à l'incertain).

Compte tenu de la faible importance de l'endettement public intérieur dans l'encours de la dette publique totale et de la discontinuité des séries statistiques sur la dette intérieure, nous ne tenons pas compte de cette variable dans les calculs. De ce fait, on peut réarranger l'équation (A1) pour trouver le déficit primaire soutenable en pourcentage du PIB en fonction des contraintes de financement et de la conjoncture économique. Soit:

$$(A2) \quad pd = \dot{m} - (\pi + n)m + \dot{d}^* + (n - r^* - \varepsilon)d^*$$

où  $db$ ,  $m$  et  $d^*$  correspondent respectivement aux ratios de DB,  $M$  et  $D^*$  sur le PIB nominal;  $n$  est le taux de croissance du PIB réel,  $\pi$  désigne le taux d'inflation et  $\varepsilon$  le taux de dépréciation réelle du taux de change,  $r^*$  est le taux d'intérêt réel sur la dette publique extérieure. Le signe (\*) signifie la différentielle du ratio concerné.

À partir de l'équation (A2), le solde primaire est qualifié de soutenable lorsqu'il n'entraîne pas un accroissement continu du ratio de la dette publique sur le PIB courant. On peut donc définir le déficit soutenable comme le solde budgétaire compatible avec un ratio dette/PIB maintenu à son niveau d'équilibre, ainsi qu'avec les niveaux d'inflation et de taux d'intérêt sur la dette publique. D'après EASTERLY et S-HEBBEL (1995), dans beaucoup d'études de cas, on suppose que les ratios dette/PIB des années 1988-90 correspondent aux valeurs d'équilibre (nous adoptons la même démarche dans nos calculs). Quant au taux d'intérêt réel étranger, nous le mesurons par la différence entre le taux d'intérêt nominal annuel des pays industrialisés et la variation de l'indice synthétique du déflateur du PIB de ces pays. Les autres variables proviennent des sources de données indiquées dans l'annexe 2.

Dans les calculs, nous utilisons la variation du déflateur du PIB et celle de l'indice du taux de change effectif réel comme indicateur du taux d'inflation et du taux de dépréciation du taux de change réel.

<sup>15</sup> Cette annexe est un résumé de la méthodologie présentée dans EASTERLY et S-HEBBEL (1995), on peut donc se reporter à cet article pour plus de détails.

**Annexe 2: Données de base utilisées dans les calculs et régressions de ce mémoire.**

**Tableau A1**

Années	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
PIB	533,00	509,50	485,90	509,20	531,40	538,10	583,50	590,50	589,10
PIB courant	356,20	382,80	411,40	465,20	540,40	554,50	593,00	590,50	589,00
Consommation privée	380,00	366,10	391,90	448,60	492,40	512,90	511,00	464,70	466,70
Investissement privé	93,20	99,00	54,90	36,70	41,87	42,60	61,50	78,80	74,00
Consommation publique	66,70	68,70	74,50	76,00	75,70	83,90	85,20	88,20	84,10
Investissement public	21,90	24,60	15,30	13,80	19,86	23,40	41,40	42,70	40,50
Déficit commercial	44,10	49,60	56,10	64,50	63,50	113,00	98,40	89,00	78,10
Recettes publiques totales	61,40	72,00	83,20	95,10	107,90	119,30	120,20	120,40	119,40
Recettes courantes	37,50	43,70	52,60	54,60	66,10	79,70	94,40	89,20	85,50
Recettes fiscales	32,70	40,30	49,00	50,60	54,80	62,90	68,40	61,20	55,70
Impôts sur le BIC	3,20	2,20	2,70	3,60	3,20	3,60	3,80	4,70	2,90
Dons	23,90	28,30	20,20	30,50	30,80	39,60	25,80	31,20	33,90
Dépenses publiques totales	73,37	84,71	114,80	129,50	142,80	165,70	161,80	151,70	147,30
Dépenses courantes	42,30	46,00	49,70	52,80	59,30	75,90	62,70	63,00	60,90
Dépenses publiques en capital	6,35	3,10	5,60	5,70	4,10	4,10	5,30	4,40	3,50
Subventions d'équipement	1,45	1,71	1,99	2,80	4,17	6,69	9,31	7,15	10,67
Intérêts dûs sur dette publique	1,58	2,30	5,72	4,59	6,23	8,69	9,40	9,10	11,10
Déficit global	17,91	16,92	37,32	37,65	34,32	45,03	40,93	31,30	27,90
Crédit intérieur	137,94	147,98	170,93	193	111,4	127,1	144,43	136,38	100,82
PNG	55,94	60,6	75,94	91,36	40,8	43,6	44,6	40,78	30,4
Crédit à l'économie	81,99	87,38	84,99	101,64	70,6	83,5	99,8	95,6	70,4
Base monétaire	40,6	40,9	45	50,15	63,59	71,75	80,69	78,1	86,37
TCER	130,2	127	116,4	116,3	119,4	123,8	121,2	100	104,3
Taux d'intérêt sur les prêts	0,145	0,145	0,16	0,145	0,145	0,145	0,135	0,135	0,136
Taux d'intérêt sur dépôts	6	6,2	6,3	7,8	7,5	7,3	7,3	6,1	5,3
Déflateur du PIB (1987=100)	78,42	88,81	90,96	95,25	109,49	112,99	108,81	100,00	104,75
Taux d'intérêt étranger			12,1	9,36	9,94	8,4	6,58	6,48	6,87
Déflateur PIB des PI (1990=100)	60,6	66,4	71,3	75,2	79	82,4	85,5	88,2	91,4
Dette publique extérieure (en millions de dollars US)	731,9	834,5	879	991,8	1243,9	1468,2	1756,1	2067,1	2038,8
Taux de change FCF\$/Dollar	225,8	287,4	336,24	417,37	479,59	378,04	322,74	267	302,94

(suite du tableau A1)

Années	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
PIB	658,40	661,20	660,60	716,80	685,10	702,80	752,20	784,30
PIB courant	648,60	672,70	693,10	723,00	714,00	978,50	1182,50	1322,70
Consommation privée	510,60	525,80	534,40	555,80	570,50	523,50	573,40	596,20
Investissement privé	86,20	92,00	96,60	97,30	98,70	98,60	109,10	117,10
Consommation publique	90,80	85,40	78,20	82,90	85,30	93,50	88,50	88,80
Investissement public	36,30	33,90	40,20	42,50	43,90	60,30	63,30	66,30
Déficit commercial	82,70	78,30	71,10	66,20	39,70	45,00	74,80	86,10
Recettes publiques totales	143,00	155,70	165,80	154,30	146,70	236,70	269,70	313,30
Recettes courantes	109,60	116,10	109,60	100,70	104,70	138,90	177,30	216,80
Recettes fiscales	75,30	75,00	96,30	89,10	94,00	126,00	160,70	195,90
Impôts sur le BIC	3,20	3,00	2,60	6,36	5,97	5,55	6,15	11,39
Dons	33,40	39,60	56,20	53,60	42,00	97,80	92,40	96,50
Dépenses publiques totales	174,40	173,70	192,30	183,40	177,30	280,10	306,40	324,60
Dépenses courantes	67,70	66,50	82,00	86,00	88,10	132,10	134,70	137,10
Dépenses publiques en capital	4,00	4,40	5,00	5,50	9,00	13,70	18,60	24,30
Subventions d'équipement	12,00	10,63	8,43	6,50	6,29	3,43	4,24	4,12
Intérêts dus sur dette publique extérieure	13,00	15,80	12,20	13,40	12,20	23,90	17,60	14,50
Déficit global	31,87	17,69	25,26	28,85	29,36	31,17	23,35	6,70
Crédit intérieur	109,04	90,15	87,53	89,4	99,71	119,5	136,88	159,1
PNG	24,72	5,75	1,16	-3,17	4,41	32,59	5,1	-10,4
Crédits à l'économie	89,7	84,4	86,37	92,57	95,3	86,91	131,79	169,5
Base monétaire	98,87	100,26	131,95	131,73	143,78	115,86	127,75	154,45
TCER	99,9	99,6	96,2	89	87,2			
Taux d'intérêt sur les prêts	0,151	0,16	0,16	0,168	0,124	0,105		
Taux d'intérêt sur les dépôts	5,3	6,4	7	7	7,8	4,5	8	7,5
Déflateur du PIB (1987=100)	105,88	106,89	109,94	107,91	107,12	133,67	150,28	159,89
Taux d'intérêt étranger	8,46	9,28	7,76	6,34	4,59	4,22	6,72	3,95
Déflateur PIB des PI (1990=100)	95,7	100	104,2	107,3	110	112,2	115,2	117,6
Dette publique extérieure (en millions de dollars US)	2145,2	2471,6	2590,1	2590,3	2650,3			
Taux de change FCFA/Dollar	289,4	256,45	259	275,32	294,77	534,6	496	523,7

Note: Les variables précédées du signe (\*) sont exprimées en milliards de francs CFA constants de 1987, les autres variables, à part les taux et les indices sont exprimées en milliards de francs CFA courants. Le taux de change FCFA/Dollar correspond à la valeur courante de 1 dollar américain en francs CFA (en fin de période). TCER désigne l'indice du taux de change effectif réel et provient directement de la base de données STARS de la Banque Mondiale. Les sources des autres données sont indiquées dans l'annexe 3.

**Tableau A2**

Années	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
<b>Taux de croissance du PIB (en %)</b>	13,9	13,6	6,8	-2,7	10,9	-1,3	-0,2	4,0	-5,7	2,1	2,2	13,9
Années	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	
<b>Taux de croissance du PIB (en %)</b>	1,4	-2,2	12,3	0,7	-1,8	3,1	7,7	2,6	7,0	4,3	5,7	

### Annexe 3: Source de données

Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT): Concours extérieurs à l'État (emprunts budgétaires).  
Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCÉAO), Agence de Bamako pour les avances statutaires, les données de balance des paiements.

Banque Mondiale, *World Tables, Coopération MALI-Banque Mondiale* (Publication annuelle du Bureau local de Bamako): Données générales.

Direction Générale de la Dette Publique pour les données sur la dette publique.

Direction Nationale du Plan, Ministère de l'Économie et des Finances, *Fiches annuelles* pour les données sur la base monétaire, les crédits à l'économie, les déficits budgétaires, les dépenses publiques, les recettes publiques et les taux d'intérêt, la position nette du Gouvernement (PNG).

Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique, *Comptes Economiques du MALI* (mars 1997) pour les données sur la consommation privée, la consommation publique, l'investissement privé, l'investissement public, le Produit Intérieur Brut (PIB) et le taux de croissance du PIB.

Fonds Monétaire International, *Government Finance Statistics, International Financial Statistics* pour les données sur les cours du coton, les dépenses publiques et les recettes publiques (de 1975 à 1988), le déflateur du PIB, les paiements d'intérêts sur la dette publique.

### Annexe 4: Résultats complets des régressions effectuées dans ce travail.

#### Résultats des estimations de la fonction de consommation privée. Équation (3.1a)

LS // Dependent Variable is CP				
Date: 07/01/98 Time: 17:58				
Sample: 1980 1996				
Included observations: 17				
Variable	Coefficient	Std. Error	T-Statistic	Prob.
C	0.800396	0.241847	3.309511	0.0070
DGYDS	3.525824	1.044994	3.374013	0.006
CPU	-2.728885	1.736078	-1.871868	0.0943
DL	0.003124	0.000813	3.842374	0.0027
TDR	-1.011478	1.290891	-0.783550	0.4498
SXYD	0.545260	0.384276	1.418927	0.1836
R-squared	0.783086	Mean dependent var		0.925000
Adjusted R-squared	0.684489	S.D. dependent var		0.084151
S.E. of regression	0.047268	Akaike info criterion		-5.833285
Sum squared resid	0.024577	Schwartz criterion		-5.539209
Log likelihood	31.46097	F-statistic		7.942278
Durbin-Watson stat	1.877542	Prob(F-statistic)		0.002174

#### Équation (3.1b)

LS // Dependent Variable is CP				
Date: 07/01/98 Time: 18:05				
Sample: 1980 1996				
Included observations: 17				
Variable	Coefficient	Std. Error	T-Statistic	Prob.
C	0.431590	0.174237	2.477037	0.0291
DGYDS	2.803967	0.607946	4.612195	0.0006
DL	0.002505	0.000843	2.970662	0.0117
TDR	-0.152501	1.486094	-0.102619	0.9200
BM	0.516983	0.457266	1.130596	0.2803
R-squared	0.745535	Mean dependent var		0.925000
Adjusted R-squared	0.660714	S.D. dependent var		0.084151
S.E. of regression	0.049016	Akaike info criterion		-5.791269
Sum squared resid	0.028831	Schwartz criterion		-5.546206
Log likelihood	30.10383	F-statistic		8.789447
Durbin-Watson stat	1.643295	Prob(F-statistic)		0.001486

**Résultats des estimations de la fonction d'investissement. Équation 3.2a.**

LS // Dependent Variable is IP				
Date: 07/04/94 Time: 16:54				
Sample: 1980 1996				
Included observations: 17				
Variable	Coefficient	Std. Error	T-Statistic	Prob.
C	-0.029074	0.079648	-0.365034	0.7220
YANT	0.150207	0.071890	2.089400	0.0607
DFG	-1.259392	0.203015	-6.203441	0.0001
IPUB	0.721079	0.280986	2.566244	0.0262
CREDECO	0.357633	0.103484	3.455939	0.0054
BICR	-4.111348	1.681617	-2.444878	0.0325
R-squared	0.891488	Mean dependent var		0.129753
Adjusted R-squared	0.842164	S.D. dependent var		0.032501
S.E. of regression	0.012912	Akaike info criterion		-8.428583
Sum squared resid	0.001834	Schwartz criterion		-8.134508
Log likelihood	53.52100	F-statistic		18.07424
Durbin-Watson stat	1.980671	Prob(F-statistic)		0.000056

**Équation 3.2b.**

LS // Dependent Variable is IP				
Date: 05/06/98 Time: 11:56				
Sample: 1980 1996				
Included observations: 17				
Variable	Coefficient	Std. Error	T-Statistic	Prob.
C	-0.114730	0.087880	-1.305522	0.2210
YANT	0.170577	0.075184	2.268803	0.0467
DFG	-0.858978	0.385850	-2.226196	0.0502
IPUB	1.093355	0.357296	3.060083	0.0120
CPUB	-0.326739	0.516156	-0.633024	0.5409
TPR	0.448557	0.181313	2.473935	0.0329
CREDECO	0.230584	0.111565	2.066818	0.0656
R-squared	0.898826	Mean dependent var		0.129753
Adjusted R-squared	0.838122	S.D. dependent var		0.032501
S.E. of regression	0.013077	Akaike info criterion		-8.380959
Sum squared resid	0.001710	Schwartz criterion		-8.037871
Log likelihood	54.11619	F-statistic		14.80665
Durbin-Watson stat	1.931868	Prob(F-statistic)		0.000187

**Résultats des estimations de l'approximation log-linéaires de l'équation (2).  
Équation 3.3a.**

LS // Dependent Variable is LNIP				
Date: 02/02/96 Time: 12:46				
Sample: 1980 1996				
Included observations: 17				
Variable	Coefficient	Std. Error	T-Statistic	Prob.
C	-8.076448	1.668010	-4.841966	0.0009
LNDG	-0.255854	0.086779	-2.948330	0.0163
LNBIC	-0.381503	0.128379	-2.971701	0.0157
LNCE	0.540914	0.155835	3.471072	0.0070
LNIPUB	0.793899	0.058053	13.67551	0.0000
LNyant	1.968908	0.468515	4.202444	0.0023
LNC PUB	-1.053703	0.386039	-2.729526	0.0232
LNTR	0.020416	0.162610	0.125554	0.9028
R-squared	0.979319	Mean dependent var		-2.137706
Adjusted R-squared	0.963234	S.D. dependent var		0.453789
S.E. of regression	0.087012	Akaike info criterion		-4.578235
Sum squared resid	0.068139	Schwartz criterion		-4.186135
Log likelihood	22.79305	F-statistic		60.88329
Durbin-Watson stat	2.278766	Prob(F-statistic)		0.000001

**Équation 3.3b.**

LS // Dependent Variable is LNIP				
Date: 02/02/96 Time: 12:43				
Sample: 1980 1996				
Included observations: 17				
Variable	Coefficient	Std. Error	T-Statistic	Prob.
C	-8.201322	1.271446	-6.450389	0.0001
LNDG	-0.256366	0.082307	-3.114742	0.0110
LNBIC	-0.393426	0.082026	-4.796369	0.0007
LNCE	0.552857	0.117200	4.717198	0.0008
LNIPUB	0.790570	0.049037	16.12177	0.0000
LNyant	1.973892	0.443262	4.453106	0.0012
LNC PUB	-1.065125	0.356226	-2.990025	0.0136
R-squared	0.979283	Mean dependent var		-2.137706
Adjusted R-squared	0.966853	S.D. dependent var		0.453789
S.E. of regression	0.082619	Akaike info criterion		-4.694133
Sum squared resid	0.068259	Schwartz criterion		-4.351045
Log likelihood	22.77817	F-statistic		78.78187
Durbin-Watson stat	2.318122	Prob(F-statistic)		0.000000

## Équation 3.4.1d.

LS // Dependent Variable is LNG15				
Date: 06/30/98 Time: 10:34				
Sample: 1986 1996				
Included observations: 11 after adjusting endpoints				
Convergence achieved after 5 iterations				
Variable	Coefficient	Std. Error	T-Statistic	Prob.
C	0.045610	0.046965	0.971149	0.3638
LNSPLIP(-1)	-0.003367	0.012595	-0.267350	0.7969
LNSDPRIM(-1)	-0.001103	0.007097	-0.155457	0.8808
AR(1)	0.531857	0.224394	2.370194	0.0496
R-squared	0.475677	Mean dependent var		0.029485
Adjusted R-squared	0.250967	S.D. dependent var		0.007655
S.E. of regression	0.006625	Akaike info criterion		-9.758581
Sum squared resid	0.000307	Schwartz criterion		-9.613891
Log likelihood	42.06387	F-statistic		2.116849
Durbin-Watson stat	2.100334	Prob(F-statistic)		0.186459
Inverted AR Roots	.53			

## Équation 3.4.2a.

LS // Dependent Variable is LNG15				
Date: 05/26/96 Time: 12:05				
Sample: 1985 1996				
Included observations: 12 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	T-Statistic	Prob.
C	0.044538	0.040278	1.105751	0.2975
LNSPLIP(-1)	0.022621	0.005617	4.027108	0.0030
LNDGHD(-1)	-0.027182	0.009612	-2.827889	0.0198
R-squared	0.676874	Mean dependent var		0.027893
Adjusted R-squared	0.605068	S.D. dependent var		0.009147
S.E. of regression	0.005749	Akaike info criterion		-10.10530
Sum squared resid	0.000297	Schwartz criterion		-9.984075
Log likelihood	46.60455	F-statistic		9.426460
Durbin-Watson stat	1.879255	Prob(F-statistic)		0.006197

## Équation 3.4.2b.

LS // Dependent Variable is LNG15				
Date: 05/26/96 Time: 12:13				
Sample: 1985 1996				
Included observations: 12 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	T-Statistic	Prob.
C	0.096584	0.040383	2.391715	0.0404
LNSPLIP(-1)	0.024293	0.006468	3.755823	0.0045
LNDGHD(-1)	-0.037183	0.011228	-3.311719	0.0091
R-squared	0.647348	Mean dependent var		0.027893
Adjusted R-squared	0.568980	S.D. dependent var		0.009147
S.E. of regression	0.006005	Akaike info criterion		-10.01786
Sum squared resid	0.000325	Schwartz criterion		-9.896635
Log likelihood	46.07991	F-statistic		8.260441
Durbin-Watson stat	1.851642	Prob(F-statistic)		0.009185

## Équation 3.4.2c.

LS // Dependent Variable is LNG15				
Date: 05/26/98 Time: 10:14				
Sample: 1985 1998				
Included observations: 12 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	T-Statistic	Prob.
C	0.034431	0.038047	0.904950	0.3891
LNSPLIP(-1)	0.019559	0.005423	3.606550	0.0057
LNDPHD(-1)	-0.022586	0.008157	-2.769008	0.0218
R-squared	0.670485	Mean dependent var		0.027893
Adjusted R-squared	0.597260	S.D. dependent var		0.009147
S.E. of regression	0.005805	Akaike info criterion		-10.08572
Sum squared resid	0.000303	Schwartz criterion		-9.964496
Log likelihood	46.48707	F-statistic		9.156439
Durbin-Watson stat	1.884519	Prob(F-statistic)		0.006768

## Équation 3.4.2d.

LS // Dependent Variable is LNG15				
Date: 05/26/98 Time: 10:39				
Sample: 1985 1996				
Included observations: 12 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	T-Statistic	Prob.
C	0.078691	0.032643	2.410676	0.0392
LNSPLIPU(-1)	0.021250	0.005627	3.776612	0.0044
LNDPHD(-1)	-0.031645	0.008585	-3.686291	0.0050
R-squared	0.688270	Mean dependent var		0.027893
Adjusted R-squared	0.618997	S.D. dependent var		0.009147
S.E. of regression	0.005646	Akaike info criterion		-10.14121
Sum squared resid	0.000287	Schwartz criterion		-10.01998
Log likelihood	46.81999	F-statistic		9.935589
Durbin-Watson stat	2.246501	Prob(F-statistic)		0.005272

## Équation 3.4.2e.

LS // Dependent Variable is LNG15				
Date: 07/04/94 Time: 19:00				
Sample: 1985 1996				
Included observations: 12 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	T-Statistic	Prob.
C	-0.052572	0.143176	-0.367182	0.7230
LNSPLIP(-1)	0.020749	0.006355	3.264940	0.0114
LNDGHD(-1)	-0.028898	0.010182	-2.838208	0.0219
LNSPLCPU(-1)	0.025331	0.035748	0.708581	0.4987
R-squared	0.695956	Mean dependent var		0.027893
Adjusted R-squared	0.581940	S.D. dependent var		0.009147
S.E. of regression	0.005914	Akaike info criterion		-9.999506
Sum squared resid	0.000280	Schwartz criterion		-9.837870
Log likelihood	46.96977	F-statistic		6.103998
Durbin-Watson stat	2.204445	Prob(F-statistic)		0.018285